



**UNOPS – HTOC**

## **Plan de santé et de sécurité du projet – HS01**

*23 sep 2012*

## Table des matières

1 Introduction	3
1.1 Introduction et portée du Plan de gestion de la santé et de la sécurité du projet	3
1.2 Description du projet et dates clés	3
1.3 Les rôles et responsabilités	3
2 Les Lois et réglementations locales et autres exigences de conformité	4
3 Le planning opérationnel (pour les sites multiples, détaillez toutes les informations spécifiques aux sites)	4
3.1 Le planning d'évaluation des risques liés aux activités	4
3.2 L'identification des dangers et l'évaluation des risques liés aux activités	5
3.3 Les ambitions et objectifs	5
3.4 Le système d'autorisation de travail	7
3.5 La gestion des entrepreneurs et des sous-traitants	7
4 La gestion de la santé et de la sécurité sur le site du projet	7
4.1 La gestion des matériaux dangereux	7
4.2 L'accès au site et la sécurité sur le site	8
4.3 Les sessions d'intégration et les règles de sécurité sur le site	8
4.4 Les inspections sur le lieu de travail	8
4.5 Les sessions d'intégration et les formations	9
4.6 Les procédures d'urgence et d'évacuation	9
5 La communication et le partage d'informations	9
5.1 La communication interne	9
5.2 La communication externe	10
5.3 La consultation des ouvriers	10
5.4 Les rapports d'accident et d'incidents et les enquêtes	10
5.5 Les risques de santé et de sécurité pendant les opérations	11
6 L'Audit et le suivi	11
6.1 Les comptes rendus et dossiers des projets	11
6.2 L'audit et le suivi	11
7 Les révisions du Plan	12
8 Référentiel des modèles de documents et directives	12

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 INTRODUCTION ET PORTEE DU PLAN DE GESTION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE DU PROJET

L'UNOPS s'efforce, dans tous ses projets et ses opérations, d'éviter les blessures et les maladies des personnes et les dommages aux propriétés.

Ce Plan de gestion de la santé et de la sécurité (H&S) dans les projets (ci-après nommé « le Plan ») a été conçu pour faciliter la gestion des activités et appuyer les approches de limitation des risques afin d'éviter les événements dangereux pouvant mener à des blessures ou des maladies ou à des incidents graves sur le lieu de travail.

La nature de ce Plan est évolutive et fera régulièrement l'objet de révisions et de mises à jour si nécessaire.

### 1.2 DESCRIPTION DU PROJET ET DATES CLES

Titre du projet	<i>PARR</i>
Lieu du projet	<i>Sud, Sod est, Nippes, Central and Artibonite</i>
N. de projet UNOPS	21509
Chef de projet de l'UNOPS	<i>Manoel Noronha</i>
Coordinateur / responsable de de la gestion H&S de l'UNOPS	<i>Rudolf Roux</i>

### 1.3 LES ROLES ET RESPONSABILITES

Si le Chef de projet est le premier responsable de la gestion de la santé et de la sécurité du projet, d'autres rôles peuvent assumer une responsabilité ou doivent être consultés et informés des différents lots de travaux (ex. l'Entrepreneur, le Directeur du bureau, le Chef de projet, le Chef concepteur). Le tableau ci-dessous présente les rôles et responsabilités en matière de qualité dans les projets d'infrastructures.

*Si une responsabilité ne correspond pas aux indications du tableau ci-dessous, veuillez l'indiquer.*

ACTIVITÉ	Directeur /Chef de programme	CHEF DE PROJET DE L'UNOPS	Ingénieur de projet *	Chef concepteur du projet*	Entrepreneur*
Vérifier que les modifications de conception liées à la santé et à la sécurité sont reconnues et	PR	R	C		R*

évaluées au cours de la phase de construction.					
S'assurer de la mise en place de dispositions efficaces pour les sessions d'intégration et d'informations sur la sécurité.	PR	R	I		R*
S'assurer de la bonne communication des rapports d'accidents, d'incidents et de défaillances structurelles conformément à la DO 42.	R	C	I		R*
S'assurer qu'un système de permis de travail est établi et mis en œuvre.	PR	R	I		R*
S'assurer que des évaluations des risques et des méthodes à suivre sont mises en place et mises en œuvre en temps voulu.	PR	R	I		R*

PR – Premier responsable (responsabilité générale)

C - Consulté (apporte un appui, bénéficie des informations ou des capacités nécessaires)

I - Informé (notifié mais pas consulté)

R - Responsable (réalise les tâches)

R\* - correspond à la responsabilité pour un lot de travaux

## 2 LES LOIS ET REGULATIONS LOCALES ET AUTRES EXIGENCES DE CONFORMITE

La législation environnementale et sociale ainsi que les autres exigences pertinentes en/aux [HAITI](#) sont décrites dans le registre légal du [Port au Prince](#) dans le formulaire HSE03. Il doit également inclure les exigences pertinentes pour les parties concernées ayant été identifiées par le bureau local dans le formulaire HSE02. Une vérification du respect de ces dispositions juridiques a été réalisée afin de garantir la conformité de ce projet aux lois et autres exigences, dans le formulaire HSE04.

Un exemplaire du registre légal est disponible [dans l'Annexe, ou autre document](#)

## 3 LE PLANNING OPERATIONNEL (POUR LES SITES MULTIPLES, DETAILLEZ TOUTES LES INFORMATIONS SPECIFIQUES AUX SITES)

### 3.1 LE PLANNING D'EVALUATION DES RISQUES LIES AUX ACTIVITES

Ce plan requiert une approche échelonnée de l'identification des dangers du site/ du projet et du contrôle des risques.

Une identification des dangers et une évaluation des risques constitueront un processus continu tout au long de la durée du projet (jusqu'à la période de notification des défaillances, si cela est prévu par le contrat). L'Entrepreneur reçoit dès la période d'appel d'offres un résumé des risques principaux identifiés au cours de la période de conception (le formulaire HS08 et le Programme des tâches clés peuvent être utilisés). Ces tâches doivent être considérées avec attention au cours de l'élaboration de l'évaluation détaillée des risques.

### **3.2 L'IDENTIFICATION DES DANGERS ET L'EVALUATION DES RISQUES LIES AUX ACTIVITES**

Le Chef de projet de l'UNOPS s'assure que les évaluations des risques menées par l'Entrepreneur sont conformes aux exigences du formulaire HS05, y compris, au minimum :

- L'Entrepreneur a identifié tous les dangers prévisibles au sein de l'activité évaluée ;
- Les dangers ont été classés par ordre d'importance (élevé, modéré ou faible) ;
- Des mesures de contrôle ou de limitation adéquates ont été documentées pour chaque danger ;
- Les conditions habituelles et non habituelles ainsi que les conditions spéciales ont été prises en compte.

Les ouvriers doivent assister à une séance d'information sur le contenu des évaluations des risques avant le début des travaux. Ces séances sont officiellement consignées dans le formulaire HS06.

Les évaluations des risques seront révisées si nécessaire pour garantir une sûre progression des travaux. Une évaluation des risques pour ce Plan est jointe en (Annexe x).

Tout le personnel de l'UNOPS bénéficie de l'autorité de faire cesser toute activité pouvant causer des blessures ou dommages jusqu'à ce que les travaux soient réalisés avec plus de sûreté.

### **3.3 LES AMBITIONS ET OBJECTIFS**

Ce projet aura les ambitions et les objectifs environnementaux et sociaux suivants :

#	Ambition	Objectif (mesurable si possible)	Action/programme	Responsable	Date visée
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

## 3.4 LE SYSTEME D'AUTORISATION DE TRAVAIL

Les activités suivantes exigeront de l'Entrepreneur qu'il obtienne une autorisation de travail signée de l'UNOPS *Ingénieur du projet* avant le début des activités sur le site :

- *[Entrée dans un espace fermé, formulaire HS09]*
- *[Travaux requérant de la chaleur, formulaire HS10]*
- *[Excavation, formulaire HS11]*
- *[Opération de levage, formulaire HS12]*
- *[Travaux en hauteur, formulaire HS13]*

## 3.5 LA GESTION DES ENTREPRENEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

- Les soumissionnaires reçoivent des documents clés soulignant les exigences des systèmes de gestion environnementale et sociale de l'UNOPS au cours de la phase d'appel d'offres. L'entrepreneur sélectionné devra répondre aux exigences de l'UNOPS en matière environnementale et sociale durant toute la durée du contrat. Ces exigences s'appliquent de la même manière à tous les sous-traitants employés par l'entrepreneur. Ce dernier est chargé de s'assurer que les sous-traitants sont conformes et fournissent les preuves de leur conformité et au cours des processus de vérification de l'UNOPS.
- Si des réunions de préparation de l'offre, des visites de sites ou des réunions de démarrage du contrat ont lieu, elles devront aborder les exigences environnementales et sociales et les documents fournis, portant à la fois sur les activités quotidiennes et sur les étapes critiques.

## 4 LA GESTION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SUR LE SITE DU PROJET

### 4.1 LA GESTION DES MATERIAUX DANGEREUX

Des maladies professionnelles peuvent survenir en raison du contact avec des substances dangereuses comme des particules inhalées, des matériaux ingérés ou un contact avec la peau. Ces possibilités ont été identifiées dans l'évaluation des risques et des moyens de contrôle appropriés ont été mis en place. Les principaux types de matériaux dangereux ayant été identifiés sont :

Matériaux dangereux	Degré de risque	Méthode de contrôle	Responsable
NA			

Les produits chimiques ou matériaux dangereux utilisés sur le site doivent figurer sur des fiches de données sur la sûreté des matériaux (Material Safety Data Sheets - MSDS). Les MSDS sont fournies par le fabricant/fournisseur des matériaux et doivent être demandés lors de l'achat de chaque produit.

Les MSDS seront partagées lors des sessions de sensibilisation et les séances d'information sur l'évaluation des risques. Ces informations seront partagées avec tous les employés, sous-traitant ou visiteur pouvant entrer en interaction avec les matériaux ou substances chimiques sur le site.

### 4.2 L'ACCES AU SITE ET LA SECURITE SUR LE SITE

Le Chef de projet de l'UNOPS s'assurera que l'Entrepreneur a mise en place toutes les mesures d'établissement du site conformément aux directives de l'UNOPS ([GHS12](#)).

Le Chef de projet est chargé de s'assurer que toutes exigences de sécurité identifiées dans l'évaluation des risques pour cette activité sont respectées.

### 4.3 LES SESSIONS D'INTEGRATION ET LES REGLES DE SECURITE SUR LE SITE

L'Entrepreneur est chargé de d'organiser les sessions d'intégration au site selon les dispositions suivantes :

- Tout nouvel ouvrier doit être sensibilisé aux règles de sécurité, y compris le plan logistique, les dangers spécifiques au site, les procédures d'évacuation, les procédures d'urgence et de premiers soins, ainsi que les devoirs et responsabilités de toutes les personnes présentes sur le site.
- Une session d'intégration et de sensibilisation aux règles de sécurité a été élaborée en Créole et en French.
- La présence de toutes les personnes aux sessions d'intégration et de sensibilisation sera consignée et incluse dans le registre des sessions d'intégration au site de l'UNOPS (formulaire HSE07).
- Les visiteurs bénéficieront une brève session d'introduction (basée sur la version orale ou écrite de l'Introduction pour les visiteurs) et seront accompagnés tout au long de leur visite.
- Le personnel de l'UNOPS sur le site doit s'assurer que les ouvriers réalisant des tâches critiques du point de vue de la sécurité possèdent les informations, qualifications ou formations nécessaires pour ces tâches.

### 4.4 LES INSPECTIONS SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Les inspections du site doivent être hebdomadaires. L'Entrepreneur sera chargé de réaliser ces inspections hebdomadaires sur l'ensemble du site, et portant spécifiquement sur :

- *Les équipements*
- *Les équipements de petite taille (formulaire HS16)*
- *Les échafaudages (formulaire HS15)*
- *Les appareils de levage (formulaire HS17)*
- *Les câbles électriques*
- *Les extincteurs*

Il convient de conserver les rapports d'inspections via le formulaire HSE05 ou tout autre formulaire approprié, ou les formulaires de l'Entrepreneur approuvés par l'UNOPS :

- *Mentionnez-les ici, le cas échéant*



Le personnel de l'UNOPS sur le site sera responsable de l'assurance de ces inspections. L'équipe du site de l'UNOPS est chargée de garantir que les résultats et les recommandations de l'inspection sont clôturés selon les délais prévus.

### 4.5 LES SESSIONS D'INTEGRATION ET LES FORMATIONS

Les sessions d'intégration, des formations et des activités de sensibilisation ont été prévues afin d'assurer que le personnel menant des activités liées à la santé et à la sécurité a été informé.

Formation prévue	Personnel proposé	Fréquence
NA		

Cette grille des formations (formulaire HSE18) peut être utilisée afin de conserver les détails des séances de préparation du site, des sessions de sensibilisation et des formations.

### 4.6 LES PROCEDURES D'URGENCE ET D'EVACUATION

Les procédures d'urgence et d'évacuation seront testées dans le cadre d'exercices de simulation appropriés organisés tous les *mois* et, si possible, demanderont la participation des parties intéressées *L'UNOPS, le personnel de l'entrepreneur et si autre partie, précisez.*

Au minimum, le Plan et les procédures d'urgence doivent inclure :

- Les numéros d'urgence disponibles sur demande et les tableaux d'affichage sur les zones de travaux du projet et dans les bureaux du site ;
- Les procédures d'urgence, incorporées aux sessions d'intégration au site du projet ;
- *[Autre]*

Les procédures d'urgence doivent être révisées régulièrement afin de garantir qu'elles conservent leur pertinence.

## 5 LA COMMUNICATION ET LE PARTAGE D'INFORMATIONS

### 5.1 LA COMMUNICATION INTERNE

La communication interne du projet inclura au minimum :

- Des réunions *mensuelles* sur la santé et la sécurité. Ces dernières porteront entièrement ou en partie sur ces questions. Des réunions supplémentaires sur ces questions seront organisées selon les besoins. Des rapports de réunion seront remis à l'UNOPS, à l'équipe de l'entrepreneur et aux sous-traitants.
- Des inspections *hebdomadaires* (formulaire HSE05), y compris les points sanitaires et sécuritaires, seront tenues conjointement par l'équipe de l'UNOPS et celle de l'entrepreneur. Le rapport sera préparé par le responsable ou coordinateur des questions de santé et de sécurité (H&S) et transmis à l'entrepreneur afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires.

- Le rapport mensuel H&S (formulaire HSE12) est le résumé mensuel des résultats du rapport des inspections hebdomadaires du site et des mesures à prendre pour éviter les récurrences. Il est préparé par le responsable ou coordinateur HSE de l'UNOPS sur le site et doit être transmis à l'entrepreneur et à la direction de l'UNOPS dans le pays ainsi qu'au siège de l'UNOPS.
- Les sessions de sensibilisation et d'information ;
- Des informations et des éléments de signalement seront présents sur le site en [french and créole](#)
- Le panneau d'affichage du site sera utilisé pour communiquer toutes les informations et mises à jour quotidiennes.

### 5.2 LA COMMUNICATION EXTERNE

Les questions des communautés locales, des journalistes, des entreprises, des habitants de la région, des représentants locaux ou de toute autre partie externe concernant la gestion de la santé et de la sécurité seront traitées selon le protocole suivant :

### 5.3 LA CONSULTATION DES OUVRIERS

La consultation et la coordination avec les ouvriers sur le site seront organisées selon les dispositions suivantes :

- Un représentant du personnel participera aux réunions ordinaires et extraordinaires entre l'UNOPS et l'Entrepreneur.
- Tous les employés de l'Entrepreneur et du sous-traitant seront encouragés à mentionner toute suggestion ou souci concernant la gestion environnementale et sociale du projet de manière régulièrement et pendant les réunions, les séances d'information les sessions de sensibilisation, etc.
- 

### 5.4 LES RAPPORTS D'ACCIDENT ET D'INCIDENTS ET LES ENQUETES

Tous les accidents ou incidents importants, ainsi que les quasi-accidents potentiellement dangereux doivent être communiqués au siège de l'UNOPS via le formulaire HSE09.

Ces événements doivent faire l'objet d'enquêtes et des mesures doivent être prises pour éviter qu'ils se reproduisent. Pour les incidents de catégorie 2, les conclusions de l'examen doivent être communiquées au siège de l'UNOPS via le formulaire HSE10. Les leçons apprises doivent être consignées via le formulaire HSE11.

Le personnel de l'UNOPS et de l'entrepreneur ont l'obligation de rapporter tous les incidents et quasi-accidents au Chef de projet ou coordinateur des questions de santé et de sécurité de l'UNOPS et recevront les informations adéquates en la matière. Les incidents et accidents principaux doivent être consignés dans le tableau ci-dessous :

Description de l'incident	Date	Mesure prise pour éviter la récurrence


## 5.5 LES RISQUES DE SANTE ET DE SECURITE PENDANT LES OPERATIONS

Afin de prévenir ou de réduire les risques durant les phases d'utilisation et d'entretien ou pendant les opérations de la structure, l'UNOPS fournira à l'utilisateur final du projet un manuel d'opération et d'entretien expliquant la manière sûre de conserver le bien.

## 6 L'AUDIT ET LE SUIVI

### 6.1 LES COMPTES RENDUS ET DOSSIERS DES PROJETS

Les dossiers électroniques de gestion de la santé et de la sécurité de l'UNOPS composeront les archives des dossiers du projet, conformément à la politique de conservation du dossier de l'UNOPS et afin de faciliter les examens et l'audit internes et externes. Ils seront composés, au minimum de :

- Un exemplaire du registre légal de/du Bureau local ;
- Le Plan de gestion de la santé et de la sécurité, accompagné de ses annexes ;
- Les autorisations de travail ;
- Les notes des réunions sur la santé et la sécurité ;
- Les rapports des inspections hebdomadaires du site ;
- Les rapports sanitaires et sécuritaires mensuels du site ;
- Les rapports d'enquête sur les incidents et quasi-accidents ;
- Les rapports des exercices de simulation ;
- Les dossiers des formations et sessions de sensibilisation ;
- Un exemplaire de toute correspondance liée aux questions sanitaires et sécuritaires dans le cadre du projet, y compris les notifications de non-conformité pour l'Entrepreneur ;
- Les dossiers d'audit internes et externes ;
- Un exemplaire des dossiers les plus récents de contrôle de gestion du siège de l'UNOPS ;

Le système de gestion de la santé et de la sécurité de l'UNOPS doit être formellement documenté afin d'assurer le contrôle et la responsabilité.

### 6.2 L'AUDIT ET LE SUIVI

Les résultats du suivi en matière de santé et de sécurité sur le site seront régulièrement suivis grâce à :

- Des inspections hebdomadaires du site ;
- Des inspections ad hoc du site ;
- Des examens internes sur demande du siège de l'UNOPS ;
- Des visites d'audit externe sur demande du siège de l'UNOPS ;
- [Autre, par exemple exigences d'audit de la part du donateur ou des autorités locales](#)

Les dossiers d'inspection, les audits externes et les examens internes doivent être consignés via le formulaire HSE16.


## 7 LES REVISIONS DU PLAN


Date de révision	Nom et titre	Description des principaux changements

## 8 REFERENTIEL DES MODELES DE DOCUMENTS ET DIRECTIVES

SUJETS	MODELES	DIRECTIVES
Examen juridique	Formulaire HSE02 Registre des parties concernées Formulaire HSE03 Registre légal Formulaire HSE04 Vérification de conformité juridique	
Évaluation des risques	Formulaire HS05 Évaluation des risques Formulaire HS06 RA Registre des sessions d'information	
Autorisations de travail	Formulaire HS08 Autorisation espaces fermés Formulaire HS09 Autorisation travaux chaleur Formulaire HS10 Autorisation Excavation Formulaire HS11 Autorisation Levage Formulaire HS12 Autorisation travaux en hauteur	Formulaire GHS02 Le levage Formulaire GHS04 Excavations Formulaire GHS09 travaux en hauteur Formulaire GHS11 espaces fermés
Intégration et formations	Formulaire HSE07 Registre des sessions d'intégration au site Formulaire HSE08 Registre des séances d'information des visiteurs Formulaire HSE09 Grille des formations	Voir catalogue des sessions de sensibilisation
Inspections hebdomadaires du site	Formulaire HSE05 Rapport d'inspection sanitaire et sécuritaire pour le site Formulaire HS13 Dossiers d'inspection échelles Formulaire HS14 Liste de vérification d'inspection échafaudages Formulaire HS15 Dossiers d'inspection des équipements de petite taille Formulaire HS16 Dossiers d'inspection des appareils de levage	Formulaire GHS07 échafaudages
Gestion de l'entrepreneur et des sous-traitants		Voir directives pour les entrepreneurs travaillant avec l'UNOPS
Procédures d'urgence et d'évacuation	Plan d'urgence et d'évacuation du site Formulaire HS03 numéros d'urgence Formulaire HS04 Rapport des exercices de simulation	Formulaire GHS10 réponse en cas d'accident
Rapports d'accidents/incidents	Formulaire HSE09 Rapport sur les incidents Formulaire HSE10 Enquêtes sur les accidents Formulaire HSE11 Rapport sur les incidents majeurs	
Communication et rapports	Formulaire HSE12 Rapport sanitaire, sécuritaire et environnemental mensuel du site	

Audit et suivi	Formulaire HSE16 Examen interne (audit)	
----------------	---	--

 Responsabilité de l'UNOPS (*dispositions habituelles en matière d'assurance*)

 Responsabilité de l'Entrepreneur (*dispositions habituelles en matière d'assurance*)

# Règlement Général Du Site

## Introduction

- Il est interdit à toute personne d'effectuer des travaux sur ce site ou d'y pénétrer sans avoir au préalable suivi la réunion d'information et été informée du règlement du site en matière de santé et de sécurité par le représentant de l'UNOPS nommé sur le site.
- Le règlement du site en matière de santé et de sécurité s'applique à tous les membres du personnel employés sur le site pour effectuer un travail ; il s'agit notamment, mais sans s'y limiter, du personnel de l'UNOPS, des membres du personnel de l'entrepreneur, des sous-traitants, des fournisseurs et des visiteurs.
- Outre le règlement du site en matière de santé et de sécurité, les responsables des fournisseurs et des sous-traitants sont chargés d'informer leurs équipes des questions relatives à la santé et à la sécurité concernant leurs activités, dans le cadre de leurs énoncés des travaux et évaluations des risques. Les comptes rendus de ces réunions doivent être conservés et mis à disposition à tout moment sur le site pour consultation par le représentant de l'UNOPS.
- Le règlement du site en matière de santé et de sécurité de l'UNOPS vise à renforcer les bonnes pratiques en matière de sécurité dans l'industrie du bâtiment. Ce règlement ne remplace pas ni n'annule l'obligation ou la responsabilité de tout individu ou employeur aux termes des lois de la gouvernance sur le lieu du travail en vigueur. Il ne remplace pas non plus les obligations des fournisseurs en vertu des conditions du contrat relatives au projet.

## Description du projet

- Pour une description détaillée du projet précisant le donateur, le bénéficiaire et l'équipe de projet, veuillez consulter le plan de mise en œuvre du projet.
- Concernant les dispositions d'urgence du projet, veuillez-vous reporter au plan de préparation/d'urgence du projet, aux procédures d'urgence/d'évacuation du projet (**formulaire HS02**) et numéros d'urgence du projet (**formulaire HS03**).

## Santé et sécurité

### 1. Objectif

- 1.1. Cette note d'information et le règlement du site en matière de santé et de sécurité visent à prévenir les accidents, à améliorer la santé et la sécurité sur le lieu de travail à l'aide de procédures standard, de la sensibilisation et de l'éducation, et à s'efforcer de signaler activement les accidents et les incidents évités de justesse pour améliorer à l'avenir les pratiques et comportements et ainsi renforcer la santé et la sécurité.

### 2. Responsabilités des employés

- 2.1. Conformément aux pratiques générales en matière de santé et de sécurité au travail, vos responsabilités sont les suivantes :

- préserver de manière raisonnable votre santé et votre sécurité ainsi que celles des autres personnes qui pourraient subir les conséquences de vos actes ou omissions au travail ;
- coopérer avec votre employeur et la direction du site de l'UNOPS, autant que nécessaire, afin de leur permettre de s'acquitter de leur mission concernant les questions de santé et de sécurité en lien avec ce règlement ;
- ne pas entraver intentionnellement ou par imprudence les mesures mises en place pour la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être de vous-même et des autres.

### **3. Généralités**

- 3.1. Les véhicules privés peuvent être garés sur le site uniquement sur autorisation du représentant de l'UNOPS sur le site. Tous les véhicules entrant sur le site doivent de préférence être équipés d'un gyrophare orange afin d'accroître leur visibilité.
- 3.2. La limitation de vitesse sur le site a été fixée à 10 km/h. Une signalisation appropriée doit être installée sur le site aux fins d'information.
- 3.3. Sont interdits sur le site :
  - l'alcool ;
  - les médicaments non prescrits ;
  - les animaux/animaux domestiques ;
  - les enfants ;
  - les radios/iPods et autres objets similaires.
- 3.4. Toute personne souffrant d'un problème médical pouvant donner lieu à des difficultés pour elle-même ou pour les autres sur le site doit le signaler en toute confiance au personnel de l'UNOPS, par exemple : problème cardiaque, vertiges, asthme, épilepsie, etc.
- 3.5. Avant d'entrer sur le site, tous les visiteurs doivent être orientés vers le bureau du site de l'UNOPS.
- 3.6. Toute personne se comportant de façon agressive ou offensante envers un membre du public ou toute autre personne sera exclue du site.
- 3.7. L'alcool et les drogues : l'UNOPS pratique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute personne sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants effectuant des tâches ou travaux sur ce site.

Des contrôles aléatoires de l'alcoolémie et de la consommation de drogues peuvent être effectués et des tests spécifiques peuvent être réalisés en cas de soupçons raisonnables ou suite à un accident ou incident lié au travail.

- 3.8. L'usage de téléphones portables est interdit lors de la conduite ou de l'utilisation d'une installation ; le personnel à pied doit s'assurer d'être dans une zone sûre avant de prendre ou de

passer des appels ; les appels émis ou reçus sur un téléphone mobile doivent se limiter uniquement aux appels essentiels ; les appels sociaux doivent être passés à l'extérieur du site et en dehors des heures de travail.

#### **4. Équipement de protection individuelle**

- 4.1. Il est impératif de porter en permanence un gilet/une veste haute visibilité, un casque de protection et des chaussures de sécurité (avec une coque en acier et une semelle intermédiaire).
- 4.2. Au cours d'opérations comportant des risques spécifiques pour la santé et la sécurité, d'autres EPI doivent être portés, p. ex. :
  - des lunettes de protection pendant toutes les activités de découpe, de meulage et de forage, ou lorsqu'il existe un risque de choc, de présence de poussière, de produits chimiques ou de métal chaud ;
  - un masque antipoussière pour protéger contre la poussière ;
  - une protection auditive au cours de toutes les opérations qui génèrent un niveau de bruit vous obligeant à parler fort pour être entendu ;
  - des gants lors des travaux de bétonnage.
- 4.3. Tous les EPI nécessaires doivent être stockés sur le site et mis à votre disposition par votre employeur. Il incombe à votre employeur de vous fournir l'EPI nécessaire à votre travail.

#### **5. Signalement d'accidents, d'incidents ou d'incidents évités de justesse**

- 5.1. Tous les accidents doivent être consignés dans le registre des accidents, tenu par le personnel de l'UNOPS.
- 5.2. Le personnel de l'UNOPS doit être immédiatement informé de tout « incident évité de justesse » ou de toute situation dangereuse, y compris concernant les outils, installations et équipements.
- 5.3. Les rapports sur les risques/incidents évités de justesse doivent être remplis sur le site afin de consigner tout problème rencontré concernant n'importe quel aspect des activités du site. Le personnel de l'UNOPS vous aidera dans cette tâche. Tout risque grave ou imminent doit immédiatement être signalé à un superviseur.

#### **6. Installations**

- 6.1. Les véhicules dont le champ visuel arrière est restreint doivent être conduits avec l'aide d'un agent de trafic formé et autorisé lors de la marche arrière.
- 6.2. Les machines telles que les dumpers, rouleaux compresseurs, plates-formes aériennes, etc., doivent être utilisées uniquement par des personnes formées et compétentes.



- 6.3. Les pratiques en matière de santé et de sécurité au travail exigent le suivi d'une formation pour utiliser ou régler la plupart des outils électriques, par exemple les machines pour le travail du bois, outils à cartouche, scies circulaires, etc. Ce type d'activité doit être autorisé par la direction du site.
- 6.4. Il est interdit aux opérateurs d'installations ou de véhicules de transporter des passagers, sauf si le véhicule est conçu spécialement à cet effet et est équipé de sièges fixes et de ceintures de sécurité. Les autres membres du personnel ne doivent pas demander à être transportés ni voyager en tant que passager dans un véhicule du site sauf s'il est conçu à cette fin. Toute personne qui ne respecte pas ces instructions s'expose à des sanctions disciplinaires et à l'exclusion du site.
- 6.5. Il est demandé à tous les membres du personnel du site de suivre les itinéraires piétons signalés. Il est interdit de marcher à proximité d'une installation mobile, sauf si cela est directement lié à la mission qui vous a été confiée, p. ex. agent de trafic.
- 6.6. Les opérateurs d'installations et de véhicules doivent présenter leur permis de conduire (y compris le détail des points restants) avant de pouvoir conduire un véhicule sur le site.
- 6.7. Les installations ou équipements peuvent être remorqués uniquement s'ils ont été équipés pour cela. Les dispositifs de remorquage doivent être évalués ; le personnel doit avoir été informé des instructions de remorquage du fabricant et la direction du site doit l'avoir autorisé.

## 7. Travail dans des espaces confinés

- 7.1. Ne jamais entrer dans un espace confiné sauf si vous avez été formé pour cela, si vous disposez de tout le matériel nécessaire et si vous avez reçu des instructions directes d'un superviseur qualifié.

***« Un espace confiné est un espace de travail où l'air naturel est rare ou dans lequel il est difficile d'entrer/de sortir et où l'air naturel est rare ; il s'agit généralement, par exemple, de trous d'homme, fosses, citernes et puits de pompage. »***

## 8. Échafaudages/Ouvrages provisoires

- 8.1. Il est interdit de monter sur des échafaudages nouvellement installés ou modifiés, sauf si vous y êtes invité, après inspection et autorisation par le représentant de l'UNOPS sur le site.
- 8.2. Tous les échafaudages et toutes les échelles du site doivent être pourvus d'étiquettes indiquant clairement s'ils peuvent être utilisés ou non.
- 8.3. Tous les échafaudages et toutes les échelles doivent être en bon état et contrôlés régulièrement.
- 8.4. Les bords de tous les échafaudages d'accès pour le coulage du béton ou d'autres travaux en hauteur doivent être protégés pour éviter que le personnel, les matériaux, les installations et l'équipement ne tombent.

- 8.5. Il est strictement interdit d'escalader un échafaudage.
- 8.6. Toutes les échelles doivent être placées avec l'angle correct de 1/4, attachées en haut et sécurisées en bas.
- 8.7. Vous ne devez ni altérer ni modifier d'une quelconque façon un échafaudage, sauf si vous y êtes formé et que votre superviseur vous y a autorisé.

## **9. Travaux de déblai**

- 9.1. Ne jamais effectuer de travaux de déblai, manuellement ou avec une machine, si cela ne vous a pas été demandé.
- 9.2. Ne pas effectuer de travaux de déblai avant qu'un membre du personnel de l'UNOPS vous ait indiqué que toutes les lignes/conduites de services souterraines de la zone ont été localisées, exposées et protégées.

Si vous remarquez des lignes/conduites sans marquage, cessez le travail et contactez immédiatement un membre du personnel de l'UNOPS sur le site.

- 9.3. Toutes les lignes/conduites souterraines exposées dans une excavation, y compris les puits de sondage, doivent immédiatement être protégées conformément aux instructions du personnel de l'UNOPS.

## **10. Substances dangereuses (CSDS ou contrôle des substances dangereuses pour la santé)**

- 10.1. Les bureaux de l'UNOPS sur le site disposent d'un fichier sur les évaluations du contrôle des substances dangereuses pour la santé communiquées par les fournisseurs ; lors de la manipulation des matériaux, il est essentiel de suivre les procédures adéquates prévues par les fabricants.
- 10.2. Votre superviseur doit vous informer des risques liés aux matériaux et vous fournir tous les EPI nécessaires.
- 10.3. En cas de doute, demandez conseil à votre superviseur.

## **11. Équipement électrique**

- 11.1. L'ensemble de l'équipement électrique devant être utilisé sur le site doit au préalable être inspecté par le personnel de l'UNOPS du site. Toutes les protections doivent être montées et en bon état de fonctionnement. Les protections des câbles doivent toutes être en bon état et tous les fils protégés par un isolant.

## **12. Manipulation du matériel**

- 12.1. Ne pas suspendre de charges, sauf si vous avez reçu une formation appropriée d'élingueur/signaleur et avez l'autorisation du personnel de l'UNOPS sur le site.

- 12.2. Ne pas déplacer manuellement des charges plus lourdes que ce que vous pouvez manœuvrer en toute sécurité et facilement.
- 12.3. Si votre travail exige que vous leviez une charge plus importante que ce que vous pouvez manœuvrer en toute sécurité et facilement, adressez-vous à votre superviseur pour vous assurer que vous pourrez bénéficier de l'aide nécessaire.
- 12.4. N'utiliser aucun équipement de levage, sauf après confirmation par le personnel de l'UNOPS sur le site que l'équipement est dûment certifié et qu'il convient pour la tâche à réaliser. Il est strictement interdit d'utiliser des élingues, chaînes, manilles, etc. « non autorisées ».

### **13. Traçage**

- 13.1. S'il s'avère nécessaire de planter des piquets dans le sol, vérifier que la zone a d'abord été inspectée pour s'assurer qu'il n'y a aucun risque de toucher des lignes/conduites souterraines, en particulier des câbles électriques.
- 13.2. Les piquets en acier enfoncés dans le sol à quelque fin que ce soit doivent être protégés pour éliminer tout risque de chute et de blessure des membres du personnel ; avant tout enfoncement de piquet, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation du personnel de l'UNOPS sur le site.

### **14. Installations destinées au personnel**

- 14.1. Des cantines, toilettes et salles de séchage sont mises à disposition par votre employeur pour votre bien-être et votre confort. Toute personne dégradant ou utilisant à mauvais escient ces installations sera passible d'exclusion du site.
- 14.2. Il est essentiel de veiller à ce que les appareils de chauffage soient utilisés en toute sécurité. Les vêtements ne doivent pas être accrochés directement au-dessus des radiateurs.
- 14.3. Il est interdit de fumer dans l'ensemble des constructions du site, dans les véhicules de travail et à proximité des zones de stockage des matériaux (en particulier les matériaux inflammables).
- 14.4. Il est expressément interdit de manger et de boire dans toutes les zones du site, à l'exception des installations destinées au personnel.

### **15. Intendance**

- 15.1. Il convient de garder votre lieu de travail rangé pendant et après le travail. Les détritiques doivent être jetés dans les poubelles ou bennes disponibles et non sur le site.
- 15.2. Les clôtures et barrières pour les piétons doivent rester en place. S'il s'avère nécessaire de les ouvrir pour permettre un accès, elles doivent immédiatement être remises en place.

- 15.3. S'assurer que les ouvertures, telles que les trous d'homme et regards, sont en permanence fermées de façon sécurisée. Si le couvercle doit être temporairement retiré, des barrières physiques doivent être installées autour de l'ouverture.

## **16. Autres informations et instructions**

- 16.1. Il existe des évaluations des risques, procédures relatives aux travaux et/ou énoncés des travaux détaillés sur toutes les activités de ce projet. Votre employeur et votre superviseur doivent vous communiquer toutes les informations et instructions nécessaires relatives aux opérations auxquelles vous participez avant le début de toute activité.

## **17. Accès au site**

- 17.1. Aucun fournisseur, sous-traitant, visiteur ni toute autre personne n'est autorisé à commencer des travaux sans avoir au préalable informé le personnel de l'UNOPS du site qu'il/elle est présent et prêt(e) à travailler. Tous les membres du personnel doivent suivre la réunion d'information, signer la feuille de présence et recevoir ces informations ; tout manquement à cette procédure entraînera l'exclusion du site.

## **18. Procédures d'urgence**

- 18.1. Les informations relatives à la procédure d'urgence et d'évacuation du site (**formulaires HS02 et HS03**) précisent les placements des équipements principaux et les numéros de téléphone des organisations à contacter en cas d'urgence. Le **formulaire HS02** fournit également des instructions claires sur la réponse appropriée dans une situation d'urgence et d'évacuation ; veuillez vous familiariser avec son contenu. Des exemplaires sont affichés sur le panneau d'information du site.

## **19. Premiers secours**

- 19.1. Les secouristes présents sur ce site sont précisés dans le formulaire **HS03**.

## **20. Permis**

- 20.1. Sur ce site, il est indispensable de disposer de permis formels pour effectuer les activités suivantes : travaux de déblai, travail à la chaleur et travail dans des espaces confinés. Les permis seront délivrés par le personnel de l'UNOPS.

## **21. Consultation de la main d'œuvre**

- 21.1. Ce site fait preuve d'une politique d'ouverture qui encourage activement les employés à faire part de leurs éventuelles préoccupations concernant la santé, la sécurité ou le bien-être à la direction du site. Toute personne qui s'exprimera sur ses préoccupations sera entendue de façon équitable et sera traitée de manière civilisée et raisonnable. Les questions relatives à la sécurité peuvent être abordées avec l'équipe du site verbalement et par écrit.

## 22. Environnement

- I. Empêcher les fuites d'huile/carburant dans le sol : placer des bacs collecteurs sous les installations statiques.
- II. Entreposer tous les barils dans les zones prévues à cet effet : aucun baril ou container contenant de l'huile, du carburant ou des produits chimiques ne doit être laissé sur le site sans surveillance.
- III. Les opérations de ravitaillement en carburant doivent être effectuées par le personnel nommé et formé uniquement.
- IV. Minimiser les émissions : arrêter toutes les installations non utilisées.
- V. Trier les déchets ; veiller à ce qu'ils soient stockés dans un endroit prévu à cet effet.
- VI. L'élimination sur site des déchets par incinération n'est **pas** autorisée, sauf autorisation du responsable de l'UNOPS chargé de la santé, la sécurité et l'environnement.
- VII. Le rejet d'eaux usées non traitées (y compris l'eau chargée de sédiments) dans les plans d'eau n'est pas autorisé.
- VIII. En cas de déversement, d'un autre incident environnemental ou d'une plainte, le signaler au superviseur du site et au représentant de l'UNOPS.
- IX. Ne pas effectuer de travaux en dehors des limites du site.

## 23. Qualité

Il est essentiel que le travail soit effectué conformément aux obligations contractuelles et aux systèmes de l'UNOPS. Par conséquent, veuillez suivre les instructions ; si le travail semble être mal effectué, veuillez en informer votre superviseur avant que le travail soit trop avancé et recouvert. **En cas de doute, demandez !**

## 24. POUR FINIR

Si, à tout moment, vous n'êtes pas certain de la façon dont une tâche doit être effectuée, ou des précautions à prendre en matière de sécurité, arrêtez IMMÉDIATEMENT le travail et demandez conseil au personnel de l'UNOPS.

# Opérations de Levage

## 1. Généralités

Les opérations de levage doivent être effectuées uniquement par un personnel formé et compétent.

La réunion d'information et les règles de sécurité du site (**Formulaire HS04**) doivent inclure des instructions concernant la sécurité des opérations de travail sur grue à tour le cas échéant.

Il convient de réaliser une évaluation des risques et des dangers (**Formulaire HS09**) sur les dangers identifiés relatifs à une grue à tour opérationnelle et sur les mesures de contrôle en place.

Un plan de levage doit être établi pour toutes les activités de levage sur le site — se reporter au **Formulaire HS15**.

## 2. Grue à tour

Le montage, la mise en service et l'entretien d'une grue à tour doivent être réalisés par un professionnel de l'industrie agréé/licencié et expérimenté (conformément aux exigences des autorités locales et à la législation). Il est nécessaire d'obtenir des preuves de l'adéquation, l'expérience et l'expertise de l'entreprise proposée.

Toutes les opérations de montage, de mise en service et de démontage doivent être au préalable soigneusement planifiées par le biais de soumissions écrites détaillant tous les membres du personnel y prenant part et précisant leur expérience en la matière et leurs rôles, la conception et les calculs des charges pour la base de la grue et les bras de support, le processus de montage/démontage, y compris les méthodes de levage, de transport, de déchargement, etc. Le plan doit également exposer en détail l'ensemble des processus de test et de certification pour la mise en service de la grue, incluant une liste complète des tolérances de fonctionnement, ainsi que des éléments/équipements et opérations de test. Il s'agit d'un processus complexe et rigoureux pouvant nécessiter un examen professionnel, une certification et un soutien supplémentaires en fonction des compétences et de l'expertise disponibles au niveau local et des risques évalués.

Les membres clés du personnel (notamment le superviseur et le grutier, les agents de trafic et les élingueurs [chefs de manœuvre]) doivent être nommés, formés, compétents, expérimentés et, si nécessaire, être certifiés pour effectuer les tâches requises.

Il convient d'établir et de mettre en œuvre un programme opérationnel pour tester l'équipement dans le cadre du calendrier d'entretien de la grue. Les inspections sont généralement effectuées de manière quotidienne, hebdomadaire et semestrielle, et des comptes rendus et listes de vérification de ces inspections doivent être conservés.

Le grutier et l'agent de trafic (chef de manœuvre) doivent avoir à leur disposition un système de radiocommunications adapté afin de pouvoir communiquer en toute sécurité.

Il convient d'élaborer un plan et une procédure d'évacuation/sauvetage afin de pouvoir accéder au personnel travaillant dans la cabine ou sur la flèche de la grue en cas d'urgence.

## 3. Grues mobiles

Outre les points mentionnés précédemment pour les grues à tour, les éléments suivants doivent être pris en compte lors de l'utilisation d'une grue mobile.

- Seuls des opérateurs formés et/ou certifiés sont habilités à utiliser une grue mobile.
- S'assurer que les inspections régulières planifiées ont été effectuées.
- S'assurer que les stabilisateurs sont utilisés et qu'ils reposent sur un sol pouvant supporter la charge.
- Confirmer les signaux entre le conducteur et l'élingueur/chef de manœuvre.
- Vérifier que le dégagement pour le pivotement est au minimum de 600 mm.
- Vérifier l'absence de structures, câbles et services aériens.
- S'assurer que la charge est correctement fixée, équilibrée et sécurisée.
- Ne jamais dépasser la charge maximale d'utilisation (CMU).
- Faire pivoter la charge doucement afin de limiter le balancement.
- S'assurer que le conducteur du véhicule n'est pas dans la cabine avant le levage.
- Tout projet de levage en tandem proposé doit être entièrement planifié avec une réunion d'information complète avant toute opération.
- Ne jamais laisser une charge suspendue.
- Il existe très peu de grues capables de lever des charges et de circuler en les gardant suspendues ; confirmer les détails de l'opération et la capacité de la machine avant d'effectuer toute opération.

#### **4. Pelleuse, chariots élévateurs et engins de levage Hiab**

Dans certains cas, il est possible d'utiliser des pelleuses, chariots élévateurs et engins de levage Hiab sur le site pour soulever des charges. Le cas échéant, il convient de respecter les règles suivantes :

- L'opérateur de la machine doit contrôler chaque charge. Si une charge ne peut pas être soulevée en toute sécurité, elle ne doit tout simplement pas l'être.
- Seules les machines conçues pour le levage et équipées d'un mécanisme de levage adapté pour fixer et soulever la charge doivent être utilisées.
- Ne jamais dépasser la CMU de l'équipement.
- La CMU est généralement indiquée dans la cabine ou sur la flèche/le bras. Elle est également précisée dans le manuel d'instructions fourni avec la machine dans des abaques ou des tableaux relatifs au levage ou à la charge.
- L'abaque fournit des informations sur la capacité de levage de la machine à différentes distances de la cabine (le rayon de levage), à différentes hauteurs ou profondeurs et selon que le levage se fait ou non parallèlement aux chemins de roulement de l'engin.
- Les machines pouvant servir à lever des charges doivent être clairement indiquées.
- S'assurer que la charge est correctement fixée, équilibrée et sécurisée.
- Les charges ne peuvent être levées qu'après un échange avec l'élingueur/signaleur et le signal de ce dernier.

- Le poids de la charge doit être déterminé/estimé avant le levage.
- Le levage doit être effectué uniquement dans une zone où aucune personne n'est présente.
- Seul un équipement de levage correctement vérifié (chaînes, élingues et manilles, par exemple) peut être utilisé.
- Il convient de positionner la machine afin que le levage effectué soit aussi efficace que possible. Dans la mesure du possible, garder la charge :
  - entre les chemins de roulement ;
  - assez proche de la machine (pas au bout de la flèche/du bras) ;
  - proche du sol.
- Rester sur un sol plan et éviter les pentes. Si le levage est effectué sur une pente, les chemins de roulement doivent être placés vers le haut (ou vers le bas) de la pente (et non pas en latéral).
- Si le levage implique de circuler avec une charge, la charge doit être positionnée entre les chemins de roulement, relativement proche de la cabine et pas trop loin du sol. Le déplacement doit se faire lentement et avec précaution, en veillant en permanence à ce qu'il n'y ait aucun obstacle ni membre du personnel sur l'itinéraire.
- L'opération de levage doit être interrompue à tout moment si un événement le nécessite (par exemple si un piéton se dirige vers la zone de levage ou y pénètre).



# Systèmes Électriques

Les risques d'électrocution, d'incendie, de brûlures et d'explosions sont les principaux dangers devant être évités lors de travaux électriques. L'électrocution peut être provoquée par des tensions supérieures à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu. Le courant électrique est dangereux : une mauvaise tension appliquée et même une petite décharge électrique peut s'avérer dangereuse si la victime est une personne qui travaille en hauteur ou qui utilise une installation ou de l'équipement. En effet, dans ce genre de situations, toute perte de contrôle peut engendrer des accidents plus importants.

Les procédures et les principes de base relatifs au travail en toute sécurité avec l'électricité devant être pris en compte lors de l'identification et du contrôle des risques électriques propres au projet sont énumérés ci-dessous.

- Dans la mesure du possible, les travaux effectués sur de l'équipement et des installations électriques et des systèmes de câblage doivent être réalisés après avoir coupé l'alimentation. Les travaux nécessaires sur des systèmes électriques sous tension à des voltages élevés doivent être réalisés uniquement par des membres du personnel formés, expérimentés et compétents disposant des autorisations de sécurité spécifiques à la tâche.
- Il est interdit de modifier les tableaux d'alimentation électrique, les lignes électriques, les installations et les équipements de la collectivité, du gouvernement, de l'État ou de la compagnie de distribution. Seuls les employés autorisés de l'autorité compétente chargée de la distribution d'électricité peuvent effectuer ce type de travaux.
- Pour contribuer à prévenir tout danger, il est essentiel de planifier avec soin les travaux électriques avant de les commencer. L'on peut pour cela s'appuyer sur une analyse des tâches ou un énoncé des travaux. Cette étape est particulièrement importante pour des tâches rarement effectuées.
- Tous les travaux d'isolation électrique doivent être réalisés par une personne autorisée. Selon le système électrique, ces travaux peuvent être complexes et nécessiter de nombreuses actions d'isolation. Il convient de réaliser des tests de détection de tension sur le système afin de confirmer que l'on peut travailler dessus en toute sécurité. Un dispositif d'avertissement doit être utilisé pour garantir que le système électrique n'est pas remis sous tension par d'autres personnes alors que des travaux sont effectués dessus.
- Les tests de détection de tension doivent être effectués en toute sécurité. S'assurer que l'espace de travail est suffisant, qu'il est assez éclairé, que le technicien peut se déplacer en toute sécurité, qu'il n'y a aucune vapeur ni aucun gaz explosif, signe de surchauffe ou défaut des lignes électriques ou de l'équipement. Il est interdit d'utiliser du matériel de test « fait maison » (testeurs néon). Le matériel de test doit être régulièrement vérifié.
- Il est nécessaire de tester et de contrôler régulièrement tout l'équipement électrique, l'ensemble des outils, les appareils, les tableaux et rallonges. Un calendrier pour les inspections et les tests doit être mis en place pour le projet en particulier, consignait les dates et les conclusions des inspections.

À titre indicatif, les outils portatifs, rallonges, éclairages et disjoncteurs différentiels doivent généralement être vérifiés quotidiennement par l'utilisateur, et être inspectés et testés de manière formelle tous les 1 à 3 mois. Les systèmes de distribution électrique, installations et équipement sur

site, les éclairages fixes, ascenseurs, monte-charges et autres dispositifs similaires doivent être vérifiés avant la première utilisation, puis toutes les semaines par l'utilisateur et être inspectés et testés de manière formelle tous les 3 mois.

- Travail en présence de services électriques aériens
  - Avant toute occupation du site, il convient d'identifier l'ensemble des services électriques aériens en collaboration avec l'autorité chargée de ces services, et d'évaluer leur interaction/impact sur les travaux proposés dans le cadre du projet.
  - Considérer tous les câbles aériens comme étant sous tension.
  - Envisager de dévier ou d'isoler les services aériens situés à côté de la zone de travail (à effectuer par l'autorité chargée des services). Aucun travail ne doit être effectué, et aucun bureau ni aucune zone de stockage ou de fabrication ne doivent se trouver en dessous ou à côté de lignes électriques aériennes ou à proximité de travaux provisoires, par exemple échafaudages ou grues.
  - Il peut s'avérer nécessaire de protéger et d'inspecter régulièrement les lignes aériennes existantes pendant toute la durée des travaux sur le site. Il peut y avoir des tapis isolants susceptibles de transmettre du courant sous les poteaux électriques. Ne jamais déplacer ou endommager les tapis isolants.
- Services électriques souterrains
  - Avant toute occupation du site, il convient d'identifier l'ensemble des services électriques souterrains en collaboration avec l'autorité chargée de ces services, et de les marquer.
  - Il est indispensable de mettre en place un système de permis pour les travaux de déblai et de creusement afin de s'assurer que toutes les précautions sont prises pour travailler en toute sécurité.
  - Lors de travaux de creusement, toujours partir du principe que les câbles sont sous tension et utiliser des détecteurs de câbles si vous en avez à disposition.
  - S'assurer que les câbles exposés sont protégés et soutenus pour éviter tout dommage.
  - Lors du remblayage, veiller à utiliser du ruban de marquage ou des plaques de protection pour identifier l'emplacement des câbles.
- Les installations électriques provisoires doivent être conçues, installées, mises en service, testées, entretenues et mises hors service par des personnes compétentes. Tous les systèmes doivent comporter une mise à la terre et une protection appropriées.
- Une surcharge, un arc électrique ou un défaut de l'installation, de l'équipement ou du matériel électrique peuvent entraîner un incendie. Il convient de mettre à disposition dans les emplacements appropriés des extincteurs non conducteurs au dioxyde de carbone ou à poudre sèche.

## Travaux de Déblai

Les travaux de déblai présentent d'importants risques de sécurité, notamment : effondrement de l'excavation, heurt de lignes/conduites de services souterraines et accidents liés aux machines pouvant entraîner de graves blessures.

Les procédures et les principes de travail de base pour la réalisation de travaux de déblai en toute sécurité sont énumérés ci-dessous et doivent être pris en compte lors de l'identification et du contrôle des risques spécifiques au projet en matière de travaux de déblai.

- Toutes les activités de déblai sur le site doivent être contrôlées à l'aide du système de permis de travail de l'UNOPS — se reporter au **Formulaire HS14**. Les principales questions de sécurité relatives aux risques inhérents aux travaux de déblai sont identifiées dans le système de permis, et des contrôles et mesures de protection appropriés devront être mis en place avant d'effectuer les travaux.
- Les excavations doivent être soutenues ou tassées aux endroits requis pour éviter un effondrement. Il convient de réaliser un examen et une inspection continue pour s'assurer que le retrait ou les modifications non autorisés des soutènements et renforts sont identifiés et corrigés. Les travaux de déblai au sein et autour des soutènements doivent être réalisés avec la plus grande prudence pour éviter de les heurter et de les endommager.
- Placer les déblais/la terre bien à l'écart du bord de l'excavation. D'une manière générale, la distance entre le tas de déblais et le bord de l'excavation doit être au moins égale à la profondeur de celle-ci. Ne pas stocker les matériaux à proximité du bord des zones excavées.
- Les bords de ces zones doivent être protégés pour empêcher les chutes. Il convient d'utiliser des échelles sécurisées pour accéder à l'excavation ; ne pas monter sur les soutènements.
- Lorsque des véhicules sont utilisés à proximité de l'excavation (camions à benne basculante pour le remblayage, par exemple), utiliser des cales ou mettre en place des talus/bordures pour empêcher les véhicules de rouler dans l'excavation.
- Il convient de vérifier chaque jour avant de pénétrer dans une excavation que son état n'a pas évolué, ce qui la rendrait dangereuse : après de fortes pluies, modifications du soutènement ou de l'étaillage, etc.
- Lorsqu'ils travaillent dans et à proximité d'excavations, les ouvriers doivent toujours porter un équipement de protection individuelle adapté. Il est en outre interdit de sauter au-dessus d'excavations et de jeter des outils ou des matériaux à une personne se trouvant dans une excavation.
- Les machines d'excavation doivent être régulièrement vérifiées avant d'être utilisées. Les éléments à contrôler sont notamment les suivants :
  - dispositif d'accouplement – absence de débris et de matériaux, pas de pièces endommagées ou fissurées ;
  - vérifier de manière générale si des pièces ou des composants sont manquants, si les soudures sont usées, si la machine présente des fuites d'huile, etc. ;

- vérifier les goupilles de sécurité et d'arrêt, clavettes, verrous et écrous. Sont-ils en bon état, ni tordus ni usés, et fonctionnent-ils correctement ?
- vérifier le bras de verrouillage, les pièces de la barre et son fonctionnement ;
- vérifier tous les flexibles hydrauliques, raccords et accouplements ;
- vérifier tous les points de graissage ; s'assurer que le calendrier de l'entretien est respecté ;
- vérifier les phares, gyrophares, rétroviseurs, etc.
- Lors de l'utilisation de machines d'excavation, tenir compte des points suivants :
  - ne jamais transporter de passagers ;
  - surveiller les éventuels dangers, câbles aériens, personnes et machines ;
  - si les machines sont équipées de stabilisateurs et de supports, ceux-ci doivent être utilisés ;
  - s'assurer que les godets à attache rapide sont toujours équipés de goupilles de sécurité ;
  - toujours poser le godet au sol avant de quitter la machine ;
  - ne pas laisser la machine sans surveillance sauf si le moteur est coupé, qu'elle est garée et entièrement verrouillée.

## Sécurité Incendie

Le risque d'incendie est un problème majeur sur les chantiers, car un incendie peut endommager des biens matériels et fonciers, et occasionner des blessures graves aux ouvriers, voire la mort.

Il est important de prendre toutes les mesures pratiques pour empêcher un incendie sur le site et d'élaborer, de communiquer et de mettre en œuvre les mesures de prévention et de détection nécessaires dans le cadre du projet.

Les procédures et les principes de travail de base relatifs à la sécurité incendie devant être pris en compte lors de l'identification et du contrôle des risques d'incendie spécifiques au projet sont énumérés ci-dessous.

- Le permis de feu de l'UNOPS doit être mis en place pour les activités présentant un risque élevé d'incendie — se reporter au **Formulaire HS13**. Le système permet d'identifier précisément les risques d'incendie inhérents à l'activité proposée et de mettre en place des contrôles et des vérifications appropriés.
- Dans la mesure du possible, il convient d'envisager d'ordonnancer la planification et l'exécution des travaux de construction de sorte à permettre l'installation et le fonctionnement dans les meilleurs délais des éléments permanents de protection incendie du projet. Il s'agit notamment de la mise en place d'escaliers de secours, de portes coupe-feu, de protections des éléments en acier, de paratonnerres, de systèmes de détection d'incendie, de l'approvisionnement en eau et l'alimentation des bouches d'incendie, des sprinklers, des robinets d'incendie armés, etc.
- Les éléments à prendre en compte concernant la sécurité incendie pour les bâtiments provisoires du projet sont notamment les suivants :
  - Dans la mesure du possible, les bâtiments et aménagements provisoires doivent se situer à l'écart des principaux travaux de construction afin d'offrir une zone coupe-feu.
  - Si des bâtiments provisoires sont construits en hauteur par rapport au sol, l'espace compris entre le bâtiment et le sol doit être fermé afin d'éviter l'accumulation de débris et de matériaux combustibles.
  - Le système interne de chauffage des bâtiments provisoires doit être installé correctement et entretenu. Les bâtiments équipés de chauffage au gaz doivent être ventilés. Les radiateurs ne doivent pas servir à faire sécher des vêtements.
  - Des systèmes de détection d'incendie et d'alarme doivent être mis en place dans les aménagements provisoires, en particulier dans les bâtiments utilisés pour la cuisine et le séchage.
  - Envisager de mettre en place une politique d'interdiction de fumer.
  - Établir des voies d'évacuation en cas d'incendie pour les aménagements provisoires ; à intégrer dans le plan d'urgence/d'évacuation concernant l'ensemble du projet.
  - Fournir des types d'extincteurs appropriés, en nombre suffisant.
  - Envisager l'utilisation de matériaux résistants au feu dans la conception des aménagements provisoires.

- Réfléchir aux mesures et exigences en matière de sécurité pour limiter les risques d'incendie criminel, par exemple, installer des panneaux ou clôturer le site, faire appel à des agents de sécurité, éclairer le site après les heures de travail, mettre en place des caméras de sécurité, etc.
- Pour les très grands projets présentant des éléments de risque d'incendie élevé, il peut être approprié de désigner un coordinateur système sécurité incendie ou coordinateur SSI (à temps partiel/à temps plein) pour participer à la mise en place de mesures de prévention des incendies.
- Il est important de prendre contact et d'être en relation avec les services d'urgence incendie locaux (le cas échéant) au début du projet, afin d'aborder l'accès des services de lutte contre l'incendie, les voies d'évacuation d'urgence, l'emplacement des colonnes sèches et humides, l'emplacement des bâtiments provisoires, le stockage des produits dangereux, etc.
- Un système d'alarme/d'avertissement incendie approprié doit être mis en place pour le projet. Les entrées et sorties du site et des bâtiments doivent en permanence être dégagées.
- Des extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches d'incendie et autres équipements de protection incendie doivent être placés dans des endroits bien visibles, être étiquetés correctement et inspectés et entretenus régulièrement.
- Les installations mécaniques et véhicules sur le site doivent être équipés d'extincteurs appropriés. Les véhicules doivent être ravitaillés en carburant dans les zones prévues à cet effet et moteurs éteints. Les pots d'échappement et conduites de gaz ne doivent pas contenir de matériaux combustibles.
- Enlever régulièrement les déchets et détritiques du site. Interdire les feux sur le site.
- Toutes les installations d'alimentation électrique, qu'elles soient permanentes ou provisoires, doivent être mises en place par des électriciens compétents et qualifiés. Ne pas surcharger les prises électriques.
- Tous les gaz, le GPL et les liquides inflammables doivent être stockés dans des zones/enceintes sécurisées, bien ventilées, ombragées et sûres. La zone doit être clairement signalée ; il est notamment primordial d'installer des panneaux « Défense de fumer ». Il convient de limiter au minimum le stockage de liquides hautement inflammables.

## Bruit

La perte auditive due au bruit est un risque pour la santé fréquent sur les chantiers.

Il est important de prendre toutes les mesures pratiques pour empêcher le bruit excessif sur le site et d'élaborer, de communiquer et de mettre en œuvre les mesures de prévention nécessaires dans le cadre du projet.

- Une protection auditive doit être portée dans un environnement de travail dans lequel et autour duquel le niveau de bruit est excessif. Si vous devez parler fort pour être entendu à une distance de 1 m, cela signifie que le niveau de bruit est excessif (80 décibels et plus).
- Dans la mesure du possible, il convient d'étudier les activités qui génèrent un bruit important et d'adopter des processus ou d'utiliser des installations/équipements moins bruyants.
- Toutes les protections, tous les coffrages ou capotages des équipements, machines et installations doivent être installés et fermés lorsqu'ils sont utilisés.
- Dans la mesure du possible, le matériel bruyant doit être équipé d'écrans et coffrages insonorisants et de silencieux.
- Ne pas laisser des machines, installations ou équipements bruyants allumés inutilement.
- Dans la mesure du possible, placer les installations, machines ou équipements bruyants à l'écart des zones de travail générales afin de réduire le nombre de personnes exposées au bruit excessif généré.
- Il convient d'envisager d'isoler les activités et équipements bruyants grâce à des structures et matériaux insonorisants.

# Échafaudages

Les chutes de hauteur représentent plus de 50 % des décès dans le secteur de la construction. Il est extrêmement important de concevoir, d'installer et d'utiliser correctement les échafaudages afin de garantir une sécurité maximale pour les personnes travaillant en hauteur.

Les personnes qui participent à la conception, l'installation et l'inspection de système d'échafaudages du projet doivent disposer des compétences nécessaires au type et à la complexité du système utilisé.

Tout système d'échafaudages doit être inspecté de manière officielle au moins une fois par semaine pour s'assurer qu'il demeure sûr. Tous les échafaudages et toutes les échelles du site doivent être pourvus d'une étiquette appropriée, indiquant clairement les dates d'inspection et s'ils peuvent être utilisés en toute sécurité. Il est conseillé d'apposer une étiquette rouge avec un visuel clair « Défense d'entrer » sur les échafaudages dont le montage n'est pas terminé ou qui ne peuvent pas être utilisés en toute sécurité.

Les principaux paramètres à prendre en compte lors de la conception, l'installation et l'utilisation continue sont précisés ci-dessous.

## Fondations/base

- Les échafaudages doivent reposer sur des fondations adaptées, stables et capables de résister à un éventuel affaissement (planes, compactes, capables de supporter toutes les charges).
- Chaque montant de support doit être soutenu par une embase, puis par une cale (dimensions conseillées : embase 15 x 15 x 0,6 cm, cales 50 x 200 x 3,8 cm).
- S'assurer que chaque montant de support est centré par rapport à l'embase et à la cale.

## Géométrie

- Tous les montants doivent être verticaux.
- Toutes les moises et tous les garde-corps doivent être à l'horizontale.
- Toutes les traverses doivent être horizontales.
- Tous les montants, tous les garde-corps et toutes les moises doivent être échelonnés.

## Entretoises

- Les entretoises partent du sol jusqu'à la plate-forme supérieure avec un angle de 45 degrés.

## Plates-formes/platelage

- Toutes les plates-formes doivent avoir une largeur appropriée (70 cm minimum).
- Toutes les plates-formes doivent être protégées de tout soulèvement ou mouvement horizontal.
- Les plates-formes doivent être équipées de plinthes fixées à l'échafaudage et d'une hauteur minimale de 15 cm.
- Tous les planchers doivent être attachés/emboîtés.



- Les vides au niveau des plates-formes ne doivent pas dépasser 5 cm.
- Les plates-formes doivent être situées à moins de 30 cm de la surface à travailler. Dans le cas contraire, l'échafaudage doit être équipé d'un garde-corps intérieur.

### **Accès aux plates-formes**

- Chaque plate-forme de travail doit disposer d'un accès approprié.
- Les échelles doivent être fixées en haut et en bas.
- Elles doivent être positionnées avec un rapport 4:1.
- Les échelles au-delà du deuxième niveau doivent être placées à l'intérieur du cadre de l'échafaudage.

### **Ancrages**

- Des ancrages doivent être placés tous les 4 à 5 m horizontalement et verticalement.
- Ils doivent être échelonnés tous les deux niveaux.

### **Garde-corps**

- Toutes les plates-formes doivent être équipées de garde-corps.
- Les garde-corps doivent mesurer entre 90 et 110 cm de haut.
- Les plates-formes doivent être équipées d'une traverse intermédiaire.
- Un garde-corps intérieur est nécessaire si la plate-forme se trouve à plus de 30 cm de la surface à travailler.

### **Contrefiches**

- Les contrefiches doivent être raccordées aux montants.
- Les contrefiches doivent être reliées à l'échafaudage par un tube horizontal.

### **Montage et démontage**

- Il convient d'établir une procédure de travail pour les échafaudiers travaillant en hauteur et de réaliser une évaluation des risques.
- Les échafaudiers doivent installer des garde-corps, platelages et ancrages le plus tôt possible au cours du montage.
- Ils doivent porter un EPI.

### **Généralités**

- Des bâches de protection peuvent s'avérer nécessaires pour protéger les zones environnantes.
- Elles doivent être adaptées aux conditions et fixées correctement (elles ne doivent pas flotter au vent).
- Les échafaudages doivent être suffisamment protégés contre toute collision par un véhicule.

- Ils ne doivent pas être surchargés : les charges de matériaux doivent être réparties autour des montants de support, parties porteuses de l'échafaudage.
- Il convient de laisser un libre passage suffisant sur la plate-forme où sont également stockés les matériaux.

## Services Souterrains

Les services souterrains présentent d'importants risques de sécurité. Des câbles électriques endommagés peuvent provoquer des arcs électriques, entraînant de graves brûlures, voire la mort. Des fuites de gaz peuvent causer des incendies ou des explosions. Des dommages causés aux canalisations et câbles du réseau d'eau/d'assainissement peuvent entraîner d'importants dégâts et pertes matériels.

Les travaux de déblai et les tâches qui impliquent un creusement dans le sol, tels que l'usage du marteau-piqueur, l'enfoncement de poteaux et de piquets, le battage de pieux et autres activités similaires sont susceptibles de causer des dommages.

Les procédures et les principes de base d'un travail en toute sécurité avec les services souterrains devant être pris en compte lors de l'identification et du contrôle des risques spécifiques au projet sont énumérés ci-dessous.

- Toutes les activités du site interagissant avec des services souterrains doivent être contrôlées à l'aide du système de permis de travail de l'UNOPS — se reporter au **Formulaire HS14**. Les principales questions de sécurité relatives aux risques inhérents aux travaux de déblai (services souterrains) sont identifiées dans le système de permis, et des contrôles et mesures de protection appropriés devront être mis en place avant d'effectuer les travaux.
- Considérer toutes les lignes/conduites comme étant alimentées, quels que soient leur emplacement, leur apparence et leur état. Toujours vérifier et confirmer le service sur lequel vous travaillez ; ils ont tendance à être confondus.
- S'assurer qu'il existe des plans des services souterrains, qu'ils ont été consultés et étudiés avant d'effectuer tout travail. Indiquer les positions de tous les câbles et de toutes les canalisations à l'aide de peinture ou d'autres marquages au sol étanches. Utiliser un détecteur de câbles et de conduits pour localiser les câbles électriques et les différents types de métaux.
- Contacter le fournisseur de services pour obtenir de plus amples informations sur l'emplacement de toutes les lignes/conduites de services souterrains.
- Rechercher à la surface des signes des services présents, par exemple compteurs de gaz, raccordements de lignes/conduites à des propriétés/bâtiments ou services publics.
- Si nécessaire, creuser manuellement des puits de sondage pour confirmer l'emplacement de lignes/conduites de services dans la zone de travail (les bêches et les pelles sont plus sûres que les pioches ou les fourches).
- Surveillez la présence de lignes/conduites de services au fur et à mesure des travaux ; effectuer plusieurs vérifications avec le détecteur.
- Remblayer autour des lignes/conduites avec un matériau fin et installer si besoin des plaques de protection/un ruban de signalisation ; le mode de remblayage doit avoir été validé par le fournisseur de services le cas échéant.
- Ne pas tenter de réparer des lignes/conduites endommagées, se faire assister par un professionnel spécialisé dans le domaine en question.

- Ne pas utiliser d'outils électriques portatifs directement sur ou à proximité des principaux câbles électriques.
- Ne pas utiliser des lignes/conduites exposées comme marche, poignée ou étagère dans l'excavation.
- Ne pas manipuler ou tenter de modifier la position d'une ligne/conduite exposée.
- Ne pas placer d'installations à proximité d'une ligne/conduite existante, ou en placer dans un trou d'homme ou une autre structure.
- Protéger toute ligne/conduite existante qui restera exposée pendant un certain temps, avec des planches, des sacs de sable, etc.
- Les lignes/conduites qui traversent une excavation doivent être correctement soutenues.
- Prendre note et marquer sur les plans de l'ouvrage toute ligne/conduite supplémentaire ou tout emplacement différent découvert.

# Travail en Hauteur

Les chutes de hauteur sont la première cause de blessures graves et de décès dans le secteur des infrastructures/de la construction. Le travail en hauteur doit être considéré comme une activité à haut risque pour ceux qui sont en hauteur et pour ceux qui travaillent en dessous.

- Il est vital de planifier ses activités avant de travailler en hauteur. Dès qu'il existe un risque de chute, il est nécessaire de réaliser une identification des risques et des dangers.

## Points généraux à prendre en compte lors du travail en hauteur:

- Garantir qu'il est possible d'accéder à la surface à travailler et de se retirer en toute sécurité.
- Installer des garde-corps sur les pourtours et ouvertures.
- Utiliser des protections contre les chutes (filet de sécurité et garde-corps).
- Tenir compte des risques liés à des chutes d'objets.
- Étudier et mettre en œuvre des solutions adaptées pour prévenir les chutes.
- Les surfaces pour marcher et travailler doivent être suffisamment résistantes pour supporter le poids des ouvriers.
- Nécessité d'isoler et de bloquer l'accès à certaines zones.

## Utilisation sécurisée des échelles:

- L'utilisation abusive des échelles en lieu et place de plates-formes de travail est interdite.
- Contrôler l'équipement avant de l'utiliser — absence de fendillements ou fissures dans les montants et barreaux, pas de montants ou de barreaux manquants ou mal fixés.
- Retirer les échelles défectueuses du site.
- Ne pas placer une échelle dans un endroit où elle peut être heurtée par un véhicule en mouvement ou encore par une porte ou une fenêtre.
- Les échelles doivent être utilisées uniquement lorsque d'autres plates-formes ont été envisagées, mais ne peuvent être employées. Le travail sur des échelles doit se limiter à de courtes durées.
- Les échelles doivent être installées sur un sol résistant et avec un angle correct, une unité vers l'extérieur pour quatre vers le haut.
- Les échelles doivent être attachées en haut et dépasser le plateau de 1 m ou 3 barreaux.
- La base de l'échelle doit être bloquée au sol afin d'éviter qu'elle ne glisse.
- Nettoyer l'excès de boue/terre des chaussures avant de monter sur l'échelle.
- Toujours faire face à l'échelle lorsque vous montez ; toujours garder trois points de contact avec l'échelle.
- Ne pas chercher à atteindre une surface éloignée ; toujours déplacer l'échelle vers la nouvelle surface à travailler.

- Éviter, dans la mesure du possible, de transporter des charges sur des échelles : utiliser un monte-charge.
- Pour les escabeaux : les quatre pieds doivent être en contact avec le sol ; les barreaux doivent être face au travail à effectuer ; ne jamais utiliser les trois marches les plus hautes de l'escabeau.

**Utilisation sécurisée des harnais:**

- Les harnais doivent toujours être la dernière option envisagée après avoir déterminé que les plates-formes, les tours mobiles et les échafaudages ne pouvaient pas être employés, et lorsqu'aucun autre dispositif antichute n'est disponible.
- Les harnais doivent être entièrement inspectés avant utilisation, notamment les sangles — absence de coupures, fissures, déchirures, abrasions ou dégradations. Vérifier l'état des crochets, des mousquetons et de toutes les coutures.
- Les harnais et l'équipement humides doivent être suspendus pour sécher naturellement.
- Vérifier que les points d'ancrage et lignes de vie sont résistants et sûrs (placés de préférence au-dessus de la tête). Tous les points d'ancrage doivent être mis au point par un ingénieur, installés par une personne compétente et vérifiés.
- Ne pas attacher, enrouler ou placer la longe du harnais à proximité de petits éléments ou d'objets tranchants lors de l'utilisation — elle pourrait ne pas remplir son rôle en cas de chute.
- Les utilisateurs doivent être formés à l'utilisation du harnais par une personne compétente.
- Ne jamais travailler seul lors de l'utilisation d'un harnais — en cas de chute, vous pourriez avoir besoin d'aide pour remonter.
- Des procédures de sauvetage/d'urgence doivent avoir été établies et mises en place.

**Plates-formes élévatrices mobiles de personnes (monte-charge à ciseaux, nacelles élévatrices, paniers):**

- Vérifier que la machine est adaptée à la tâche prévue.
- Il est nécessaire d'avoir recours à des opérateurs formés pour les machines utilisées.
- Ne pas utiliser la machine comme une grue ou la surcharger.
- La machine doit être régulièrement inspectée et testée avant utilisation.
- S'assurer que la machine est placée sur un sol résistant avec tous les stabilisateurs entièrement dépliés, le cas échéant.
- Utiliser la machine bien à l'écart des services aériens.
- Les ouvriers travaillant sur les plates-formes doivent porter des harnais.
- S'assurer que la longe est suffisamment longue pour pouvoir bouger librement dans les limites de la plate-forme.
- Ne pas laisser les déchets et débris s'accumuler sur la plate-forme.
- S'assurer que les outils sont attachés à la plate-forme de travail.

**Généralités:**

- Toutes les échelles/tous les tréteaux doivent être étiquetés individuellement.
- Les échelles/tréteaux doivent être correctement stockés.
- Les échelles ne doivent pas être peintes : la peinture pourrait masquer les pièces endommagées.
- Toute échelle/tout tréteau défectueux doit immédiatement être retiré du site.
- Les échelles/tréteaux doivent être inspectés toutes les semaines et le compte rendu des inspections doit être conservé sur le site.

# Interventions en cas D'accident/D'incident Grave

Un accident ou un incident grave est un événement ayant des conséquences sérieuses, voire extrêmes, par exemple plusieurs blessés graves, un décès, un incident environnemental grave ou une défaillance sérieuse d'un produit, d'une structure, d'un élément ou d'un service.

Ce guide ne remplace pas les directives organisationnelles (DO) et instructions administratives (IA) de l'UNOPS applicables relatives aux communications, aux relations hiérarchiques et aux responsabilités concernant la sûreté, la sécurité, les risques et la planification de la continuité des activités. Le présent document est destiné à aider l'équipe du site à fournir une réponse immédiate à un événement grave dans le cadre d'un projet de construction, dans le but de répondre aux besoins physiques immédiats des personnes blessées, et de contenir et contrôler l'ensemble de la situation afin de limiter la survenue de pertes, blessures ou dommages supplémentaires.

## Mesures immédiates

Le responsable de l'équipe du site de l'UNOPS le plus haut placé dans la hiérarchie présent sur les lieux de l'accident/incident doit prendre les mesures suivantes.

- Prendre immédiatement le contrôle de la situation et suivre les étapes ci-dessous.
- Contacter les services d'urgence compétents (locaux, gouvernementaux, Nations unies, si disponibles).
- S'assurer en premier lieu que les blessés sont pris en charge par des secouristes, puis que des mesures appropriées sont prises afin de faciliter les soins médicaux indispensables (stabiliser la zone et attendre l'ambulance/les services d'urgence, ou permettre un transport d'urgence des blessés vers la clinique/le médecin/l'hôpital le ou la plus proche)
- Sécuriser le site et ses environs ; des barrières et cordons de sécurité peuvent être requis selon la nature de l'incident. Il peut également être nécessaire d'évacuer le site et les propriétés voisines.
- Informer le responsable hiérarchique de l'UNOPS de la situation.
- Perturber le moins possible le lieu de l'accident. Cela peut cependant s'avérer nécessaire pour effectuer une opération de sauvetage, ou stabiliser une zone et la sécuriser lorsque la situation reste dangereuse.
- Tout mettre en œuvre pour garantir que les proches parents des ouvriers ou employés blessés soient informés de l'accident dans les meilleurs délais (éventuellement collaboration avec la police locale et la haute direction de l'UNOPS si nécessaire).

## Mesures secondaires

Une fois que la situation est stabilisée et que les blessés ont été évacués du site et sont soignés et/ou que l'incident dangereux est sous contrôle, avec peu ou pas de risques de blessures ou de dommages supplémentaires, les mesures suivantes peuvent être envisagées.



- Commencer à recueillir des éléments de preuve concernant l'accident/incident. Prendre des photos, des vidéos et faire des croquis si nécessaire. Identifier les témoins de l'événement et consigner leurs déclarations.
- Commencer à remplir le rapport d'enquête sur les accidents/incidents pour les événements graves, Formulaire HS16.
- La haute direction de l'UNOPS doit se réunir dès que possible pour planifier et établir les rôles et responsabilités liés à la gestion de l'incident.

Les tâches suivantes peuvent s'avérer nécessaires :

- Être en contact permanent avec les personnes blessées et leurs familles, les soutenir et établir une relation avec elles.
  - Élaborer un plan de reprise d'activité pour le projet/site afin de permettre la reprise des travaux.
  - Établir un plan de communication interne adapté pour communiquer avec le(s) donateur(s), la communauté des donateurs, les bénéficiaires, la presse/les médias locaux, la police et le public en général
  - Étudier les conditions d'assurance et les considérations d'ordre juridique.
  - Possibilité d'une enquête externe ? Prévoir d'encadrer les enquêteurs et de collaborer avec eux le cas échéant.
  - Étudier la nécessité de mettre sur pied une équipe de l'UNOPS pour enquêter sur l'accident/incident.
- Conserver tous les registres des éléments de preuve, et tout élément ou document se rapportant spécifiquement à l'incident.
  - Tout rapport ou enquête doit avoir pour objectif de comprendre les causes de l'incident afin d'éviter qu'il se reproduise. Veiller à définir et à mettre en œuvre des mesures et des tâches claires afin d'éliminer les causes à l'origine de l'incident avant que les activités du projet/site ne reprennent.

# Espaces Confinés

## 1. Introduction

Les espaces confinés comprennent par exemple les pièces et espaces non ventilés, les caves, les tunnels, les gaines, les colonnes, les conduits, les réservoirs, les égouts, les excavations, les trous d'homme, les gazoducs et les puits.

Le système de permis de travail et les procédures du site doivent de préférence contrôler tout travail effectué dans un espace confiné — se reporter au **Formulaire HS12**.

Tout travail effectué dans un espace confiné doit faire l'objet d'une évaluation des risques et des dangers, comme précisé dans le **Formulaire HS09**.

Tous les membres du personnel travaillant dans des espaces confinés doivent être spécifiquement formés au travail dans ce type d'environnement.

## 2. Dangers potentiels

Espaces appauvris ou enrichis en oxygène, atmosphère toxique et/ou inflammable (émanations de gaz), risques biologiques (notamment les maladies, substances nocives et boues d'épuration), gaz et vapeurs concentrés produits par la tâche elle-même.

## 3. Éléments à prendre en compte pour la sécurité/planification

- Main-d'œuvre et superviseurs formés, expérimentés et compétents pour effectuer les travaux.
- Disponibilité de l'équipement de sécurité, de l'expertise et de l'expérience nécessaires pour les activités, p. ex. matériel de détection de gaz, harnais de sécurité, ligne de vie, support et treuil, appareil respiratoire, EPI spécifique, etc.
- Nécessité d'une ventilation mécanique.
- Planification des mesures d'urgence, méthodes de communication et plan de sauvetage.
- Éclairage de sécurité temporaire.
- Outils et équipements antiétincelles.
- L'entrée/ouverture de l'espace doit être équipée d'une protection contre les chutes/de barrières/de clôtures.

# Préparation du Site

## Travaux de préparation

Avant de commencer les travaux sur le site, il est essentiel de réaliser une étude du site et de ses environs, y compris sur l'état actuel des routes d'accès existantes. Celle-ci doit être documentée et comporter des photographies.

Il est conseillé, avant le début des travaux, d'informer les parties qui en seront impactées.

Il convient d'accorder une attention particulière aux propriétaires terriens, si les travaux sont susceptibles d'avoir des répercussions sur le bétail. Des mesures appropriées doivent être mises en place afin d'éloigner le bétail du chantier et de ses installations.

## Protection des structures, matériaux et éléments existants

Toutes les structures qui ne peuvent pas être retirées pendant la durée des travaux et qui pourraient en être impactées (bâtiments, arbres, câbles aériens, par exemple) doivent être protégées pour éviter tout dommage accidentel.

Tout élément ou matériau pouvant être réutilisé sur le site, ou susceptible d'être contaminé ou endommagé par les travaux, doit être retiré et stocké dans une zone sécurisée, de sorte à être remplacé à la fin des travaux.

## Limites du site

Il est nécessaire d'établir les limites du site. Elles doivent être clairement indiquées, et de préférence clôturées pour empêcher un accès non autorisé et ainsi réduire les risques de vol et de vandalisme.

Dans la mesure du possible, les clôtures doivent être équipées de portails verrouillables. Il peut en outre être envisagé de faire appel à des agents de sécurité.

Les limites et les clôtures du site doivent être entretenues correctement et vérifiées régulièrement pendant toute la durée du projet. Toute clôture abîmée doit être réparée dès que possible.

## Panneau d'information








L'accès au site doit être clairement indiqué ; le panneau d'information doit être affiché à l'entrée du site. Ce panneau doit comporter des informations sur le projet et sur les règles de sécurité du site. Il doit être fabriqué dans un matériau résistant et gardé en bon état pendant toute la durée du projet. Tout dommage sur le panneau rendant les informations affichées illisibles doit être rapidement réparé.

Le panneau d'information doit mesurer au minimum 1,2 m x 1,5 m ou une taille permettant de lire facilement les informations affichées. Il doit être solidement fixé et ne pas pouvoir tomber.

Toutes les descriptions doivent être indiquées en deux langues : l'anglais et la langue locale.

En fonction des exigences locales et réglementaires, il peut s'avérer nécessaire d'afficher des informations supplémentaires sur le panneau. Afin de respecter ces exigences, il convient par conséquent d'ajouter les informations requises.

Il est conseillé d'utiliser le format suivant:

Nom du projet :					
Durée du projet :					
Financé par :		Partenaire :		Mis en œuvre par :	
[nom et logo du donateur si disponible]		[nom et logo du bénéficiaire si disponible]		 <small>Operational excellence for results that matter</small>	
					
<b>ATTENTION Chantier</b>	<b>Accès interdit aux personnes non autorisées</b>	<b>Port du casque obligatoire</b>	<b>Port de vêtements haute visibilité obligatoire</b>	<b>Chaussures de sécurité obligatoires</b>	<b>Enregistremen t visiteur obligatoire</b>
[En langue locale]	[En langue locale]	[En langue locale]	[En langue locale]	[En langue locale]	[En langue locale]

### Nettoyage du site

Le nettoyage du site consiste à préparer le site pour les activités de construction. En fonction de l'étendue des travaux définis dans le contrat, il peut s'agir de :

- la démolition des structures existantes ;
- l'enlèvement des déchets et de la végétation ;
- le décapage de la couche de surface du sol (couche végétale).

Toute zone identifiée comme étant une zone de protection environnementale, archéologique ou culturelle doit être clôturée ou protégée conformément aux recommandations du Plan de gestion environnementale.

L'abattage des arbres (seulement si nécessaire) doit être réalisé conformément aux accords avec les autorités compétentes et la perte de la végétation doit être compensée par un aménagement paysager en fin de chantier (plantation d'arbres).

Si la couche végétale ou les autres matériaux déblayés sont stockés sur le site, cet entreposage doit être aménagé de sorte à réduire les nuisances dues à la poussière (déblais recouverts ou arrosés d'eau) et à empêcher l'écoulement des matériaux stockés et l'envasement de la zone voisine (en particulier les routes et les plans d'eau).

Dans la mesure du possible, le nettoyage du site doit se limiter à la zone nécessaire pour la construction et les installations du site, afin de réduire au minimum l'érosion du sol. À défaut, il convient de mettre en place des mesures pour contrôler l'érosion — se reporter à la **Directive GEM 01**, Registre général des impacts sur l'environnement.

## Planification du site

Les éléments suivants doivent être étudiés et inclus dans la planification du site :

- espaces de bureaux ;
- installations destinées au personnel — se reporter à la **Directive HS13** pour de plus amples précisions ;
- premiers secours — aménagement d'installations de premiers soins conformément aux lois et réglementations nationales ; les trousse de premiers secours doivent au minimum contenir des pansements stériles emballés individuellement (différentes tailles), des compresses oculaires stériles, des bandages triangulaires de préférence stériles, des épingles à nourrice, des pansements secs stériles (de grande et moyenne taille), des gants jetables, une solution oculaire ;
- mesures de prévention des incendies — se reporter à la **Directive HS05** pour de plus amples précisions ;
- accès approprié et voies de circulation séparant autant que possible véhicules et piétons. Il est préférable de mettre en place un plan de gestion de la circulation qui précise les voies de circulation, itinéraires piétons, zones de chargement et de déchargement, points de retournement, parkings, point de ravitaillement en carburant. Des panneaux d'avertissement adaptés doivent être installés sur le site et être entretenus pendant toute la durée du projet ;
- stockage pour les matériaux, les outils, les installations, les déchets, etc. ;
- dans la mesure du possible et si cela peut raisonnablement être mis en place, il convient de raccorder le site aux services tels que l'eau, les égouts et l'électricité ; à défaut, l'approvisionnement peut temporairement se faire par le biais de groupes électrogènes, de camions-citernes, de téléphones portables, etc. Le raccordement aux services nécessaires doit être convenu avec les autorités compétentes afin qu'il ne porte pas préjudice à la communauté voisine.

Tous les raccordements doivent être clairement indiqués pour en faciliter l'identification et l'accès.

Les aménagements du site (bureaux, installations destinées au personnel) doivent être régulièrement nettoyés et entretenus, et ce, pendant toute la durée du projet.

## Stockage

Tous les matériaux, outils et installations doivent être stockés de façon appropriée.

Il convient d'entreposer l'ensemble des matériaux livrés sur le site dans un emplacement sécurisé et d'empêcher qu'ils soient endommagés. Ils ne doivent pas être entreposés dans des zones inondables.

Les matières dangereuses (y compris le carburant, l'huile et les produits chimiques) doivent être entreposées dans un lieu permettant d'éviter d'exposer inutilement le personnel et le public à ces produits (aussi loin que possible d'habitations voisines) et de réduire les risques de contamination : dans un seul endroit, si possible à l'écart des cours d'eau et des systèmes de drainage, sur une surface imperméable, dans une zone délimitée par un muret ou sur des bacs collecteurs. La distance recommandée entre cette zone de stockage et les habitations est de 50 m.

Il est conseillé de stocker les matériaux susceptibles de contaminer la terre ou l'eau en petites quantités.

Le positionnement et le stationnement de l'équipement doivent tenir compte des nuisances potentielles : poussière, bruit, pour le personnel et le voisinage.

L'entretien des installations, équipements et véhicules doit, dans la mesure du possible, être effectué dans une zone prévue à cet effet, construite de façon à isoler tout déversement.

### Groupes électrogènes

Si des groupes électrogènes sont utilisés sur le site pour produire de l'énergie, ils doivent dans la mesure du possible être installés sur une surface imperméable (surface en dur, bac collecteur) à l'écart de canalisations et de cours d'eau. Si le groupe électrogène est équipé d'un bac de rétention, s'assurer qu'aucun trou n'a été percé dans celui-ci.

Si le groupe électrogène est alimenté depuis un réservoir de combustible externe, les flexibles et les raccords doivent être protégés contre tout dommage potentiel. Le groupe électrogène et les raccordements doivent être régulièrement vérifiés et entretenus. Il fonctionnera plus efficacement, ce qui peut en outre permettre de réduire le niveau de bruit et les émissions.

Il est recommandé d'utiliser des groupes électrogènes qui pompent le combustible depuis un réservoir externe plutôt que des modèles alimentés par un système. Ainsi, en cas de panne du groupe électrogène, l'approvisionnement en combustible sera arrêté.

### Panneau d'information du site

Il est important que les informations essentielles liées au fonctionnement du site, à la santé et à la sécurité soient visibles. Chaque site doit afficher au minimum les informations suivantes:

- plan du site, y compris les dispositions d'urgence;
- numéros d'urgence;
- règlement du site;
- alertes relatives à la santé, la sécurité et l'environnement;
- notes sur les réunions du groupe de travail chargé de la sécurité et de l'environnement;
- permis applicables aux travaux réalisés.

Voici un exemple de présentation :

Nom du projet :			
Informations sur le donateur/ bénéficiaire fournisseur personnel clé	Plan du site, y compris dispositions d'urgence, voies de circulation, etc.		Numéros d'urgence
Règlement du site			
Alertes relatives à la santé, la sécurité et l'environnement	Notes des réunions du groupe de travail	Permis pour la journée	

En fonction des réglementations locales et autres exigences, des informations supplémentaires peuvent être requises, par exemple certificats d'assurance, politiques applicables. Ces informations doivent également être précisées sur le panneau d'information.

**Remise en état du site**

Sauf spécification contraire stipulée dans le contrat, le site doit être restitué dans son état d'origine. L'état de la zone doit favoriser la croissance de la végétation, offrir un bon drainage des eaux de surface et prévenir l'érosion.

Les aménagements (bureaux, installations destinées au personnel) doivent être démontés et retirés du site.

Tout dommage survenu en raison des travaux doit être réparé.

Si le sol a été contaminé, il doit être retiré du site et déposé dans une installation d'élimination, dans la mesure du possible, puis être remplacé par de la terre non contaminée.

Les raccordements aux différents services (eau, électricité, etc.) sur le site doivent être supprimés et les autorités compétentes en être informées.

Les clôtures temporaires doivent être enlevées et éliminées de façon appropriée, à condition que le contrat n'exige pas qu'elles demeurent sur place. Les trous laissés par les poteaux doivent être bouchés et tous les panneaux d'avertissement et d'information doivent être retirés du site.

Avant de quitter le site, la propreté et la praticabilité des routes et trottoirs voisins potentiellement impactés par le chantier doivent être vérifiées. Il convient dans la mesure du possible de prendre des photos afin de documenter leur état.

# Installations Destinées au Personnel

## Généralités

Il est indispensable que les ouvriers du chantier disposent de W.-C et d'installations pour la toilette adaptées, d'un lieu pour préparer leurs repas et manger et d'un endroit pour ranger leurs vêtements. De bonnes installations peuvent considérablement améliorer la santé et le bien-être, et contribuer à prévenir les maladies.

Lors de la planification des dispositions concernant les installations destinées au personnel, les points suivants doivent être pris en compte:

- la nature du travail à effectuer — par exemple, installation de douches si le projet implique l'utilisation de substances dangereuses ou un travail très salissant;
- la distance que devront parcourir les ouvriers pour accéder aux installations destinées au personnel;
- la durée du travail et le nombre de sites;
- le nombre de personnes utilisant les installations;
- le nettoyage et l'entretien des installations destinées au personnel.

Les ouvriers du site doivent pouvoir accéder facilement aux installations. Celles-ci doivent être nettoyées fréquemment et maintenues en bon état de fonctionnement. Elles doivent être conçues afin que l'intimité des ouvriers soit préservée : cloisons toute hauteur, portes verrouillables, etc. Ces installations doivent au minimum comprendre les éléments suivants:

## Toilettes

Il convient de prévoir un nombre approprié de toilettes. On considère comme acceptable 1 W.-C. pour 10 à 15 ouvriers.

Dans la mesure où cela est raisonnablement réalisable, les toilettes doivent être équipées de chasses d'eau avec de l'eau courante et être raccordées au tout-à-l'égout. Elles doivent être convenablement ventilées et éclairées, et régulièrement nettoyées.

S'il s'avère impossible d'installer ce type de toilettes, d'autres installations adaptées au contexte local devront être prévues — pour de plus amples détails, se reporter à la Directive GEM 04, Eaux usées.

Il est nécessaire d'installer des toilettes séparées pour les hommes et pour les femmes ; des toilettes unisexes peuvent être tolérées, à condition qu'elles soient dans une pièce séparée et verrouillable, pouvant être utilisée par une seule personne à la fois, et qu'une telle installation soit socialement et culturellement acceptable.

## Installations pour la toilette



Le site doit disposer d'installations adaptées pour se laver, situées de préférence à proximité des toilettes et des vestiaires. Ces installations doivent comporter:

- un approvisionnement en eau propre (dans la mesure où cela est raisonnablement réalisable : eau courante froide et chaude);
- des moyens adaptés pour se laver (savon) et pour se sécher (serviettes);
- des lavabos, de préférence suffisamment grands pour se laver le visage, les mains et les avant-bras;
- une ventilation et un éclairage suffisants.

On considère comme acceptable 1 lavabo pour 10 à 15 ouvriers. Les hommes et les femmes peuvent partager les lavabos utilisés pour le lavage des mains, du visage et des bras, à condition qu'une telle installation soit socialement et culturellement acceptable. Dans le cas contraire, il convient de prévoir des installations distinctes pour les hommes et les femmes.

Si des douches sont installées, il convient également de tenir compte des deux sexes. Il est possible de mettre à disposition des douches unisexes, à condition qu'elles soient dans une pièce séparée et verrouillable, pouvant être utilisée par une seule personne à la fois, et qu'une telle installation soit socialement et culturellement acceptable

### **Lieux de repos**

Les ouvriers doivent disposer d'un endroit abrité du vent, de la pluie et du soleil. Les lieux de repos doivent :

- disposer d'un nombre suffisant de tables et de sièges ;
- être équipés de l'équipement nécessaire pour chauffer l'eau pour les boissons et pour préparer les repas ;
- être correctement chauffés et ventilés.

Les lieux de repos ne doivent pas servir pour entreposer des installations, de l'équipement ou des matériaux.

Un approvisionnement en eau potable propre et salubre doit être fourni. Dans la mesure du possible, cette eau doit provenir directement de conduites d'alimentation ou de puits.

Dans le cas d'un puits, celui-ci doit être installé au sein du site, idéalement à proximité des limites du site afin que la communauté locale puisse l'utiliser une fois le chantier achevé.

Si l'eau est stockée, il est indispensable de la protéger contre toute contamination éventuelle.

### **Rangement pour les vêtements**

Il convient de prévoir des rangements sécurisés pour les vêtements personnels non portés sur le site et pour les vêtements de protection nécessaires au travail sur le site.

Les hommes et les femmes doivent pouvoir se changer séparément pour le respect de leur intimité.

Il convient de prévoir des installations pour le séchage des vêtements mouillés ; cependant, aucun vêtement ne doit être placé directement au-dessus des radiateurs en raison du risque d'incendie.

**Logements**

Il est préférable de n'autoriser aucun logement sur le site.

Toutefois, si les ouvriers habitent loin et en l'absence de transport adéquat entre le site et leurs domiciles ou d'autres logements convenables, il est nécessaire de prévoir des logements adaptés. Pour de plus amples détails sur les logements à prévoir, se reporter à la Directive GHS 14, Chantier.

# Hébergements sur le Chantier

## Généralités

Il est préférable de n'autoriser aucun logement sur le site.

Toutefois, si les ouvriers habitent loin et en l'absence de transport adéquat entre le site et leurs domiciles ou d'autres logements convenables, il est nécessaire de mettre à disposition des logements appropriés.

Avant de commencer la construction, d'autres options doivent être envisagées (embaucher des travailleurs locaux) et tous les impacts potentiels doivent être évalués (impact de la construction, répercussions de l'hébergement de la nouvelle main-d'œuvre sur la communauté, incidences sur la santé et la sécurité, etc.). Ces évaluations doivent faire partie de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux du projet.

Les normes clés devant servir de référence sont celles des réglementations locales et nationales. Il est possible qu'elles n'abordent pas de façon explicite la construction d'hébergements pour les ouvriers, mais proposent des directives sur la santé, la sécurité, la sûreté, la sécurité incendie, l'électricité et l'assainissement en général.

En l'absence de telles normes, il convient de respecter les directives suivantes.

## Emplacement

Les hébergements sur le chantier ne **DOIVENT** pas être situés dans des zones sujettes à des inondations, des glissements de terrain ou autres catastrophes naturelles. Ils ne doivent pas être installés dans des zones sensibles de conservation, écologiques ou archéologiques. À défaut, des mesures d'atténuation adaptées **DOIVENT** être prises, y compris la mise en place de bâches de protection, de clôtures, etc.

Si possible, le lieu d'hébergement doit se trouver à une distance raisonnable du chantier pour réduire autant que possible les déplacements nécessaires. Le transport entre le lieu d'hébergement et le chantier **DOIT** être sécurisé et gratuit. Si le lieu d'hébergement est situé à côté du chantier, une délimitation claire entre les deux **DOIT** être mise en place.

L'emplacement du lieu d'hébergement doit être convenu avec les propriétaires des terres et son emprise sur celles-ci doit être limitée autant que possible.

L'emplacement ne doit pas compromettre la vie de la communauté locale en limitant l'accès aux ressources (eau, terres) et aux services (marchés, communication).

Les hébergements ne doivent pas être situés dans une zone où leur présence peut entraîner d'éventuels conflits avec/entre les communautés locales.

## Configuration

Les limites du lieu d'hébergement doivent être clairement indiquées. Il est préférable qu'il soit entouré de clôtures pour empêcher tout accès non autorisé et le protéger contre les animaux.

Il est nécessaire de nettoyer, d'aplanir et de niveler le site ; le nettoyage ne doit toutefois pas dépasser les limites définies de celui-ci. Dans la mesure du possible, la terre retirée doit être rassemblée et servir lors de la remise en état du site.

Des mesures appropriées **DOIVENT** être mises en œuvre afin de prévenir l'érosion sur le lieu d'hébergement et protéger les zones voisines des répercussions du ruissellement des eaux de surface. Un système de drainage adapté doit au minimum être mis en place : pour de plus amples informations, se reporter à la **Directive GEM 03**, Protection de l'eau.

Il convient, si nécessaire, de mettre en place des voies de communication (routes et trottoirs) et des aires de stationnement.

Le bois de chauffage est toujours nécessaire sur un lieu d'hébergement. Par conséquent, celui-ci doit se trouver à proximité d'endroits où il est possible de se procurer du bois mort.

### **Services/installations**

Un approvisionnement en eau potable propre et salubre **DOIT** être assuré. Dans la mesure du possible, elle doit provenir directement de conduites d'alimentation ou de puits.

Dans le cas d'un puits, celui-ci doit être installé au sein du site, idéalement à proximité des limites du site afin que la communauté locale puisse l'utiliser une fois le chantier achevé.

Si l'eau est stockée, il est indispensable de la protéger contre toute contamination éventuelle.

La qualité de l'eau potable doit être régulièrement contrôlée.

Le lieu d'hébergement doit disposer d'un système de drainage des eaux pluviales approprié afin de prévenir l'érosion des sols et d'éviter les eaux stagnantes, vecteurs potentiels de maladies.

Une gestion des déchets doit être mise en place sur le lieu d'hébergement. Dans la mesure du possible, les déchets doivent être triés : organiques et non organiques, dangereux et non dangereux. Les possibilités de mise en place de systèmes de recyclage et de réutilisation des déchets doivent être étudiées et mises en œuvre s'il y a lieu.

Les déchets **DOIVENT** être entreposés dans une zone séparée, à au moins 30 m des sources d'eau et des pièces d'hébergement, sur un support en bois, métal ou béton.

Les containers doivent être vidés à intervalles réguliers (à déterminer en fonction des températures et des volumes générés) pour éviter les mauvaises odeurs liées à la décomposition des matières organiques.

L'élimination des déchets doit se faire conformément aux instructions énoncées dans la Directive GEM 02, Gestion des déchets solides.

Des installations de collecte des eaux usées doivent être prévues, conformément aux directives mentionnées dans la Directive GEM 04, Gestion des eaux usées.

Il convient en outre de prévoir des installations de premiers soins et médicales conformément aux lois et réglementations nationales. Les trousseaux de premiers secours doivent au minimum contenir des pansements

stériles emballés individuellement (différentes tailles), des compresses oculaires stériles, des bandages triangulaires de préférence stériles, des épingles à nourrice, des pansements secs stériles (de grande et moyenne taille), des gants jetables, une solution oculaire. Il convient d'identifier les secouristes ou membres du personnel médical présents sur le site.

Des mesures de prévention des incendies doivent être mises en œuvre sur le site ; il est indispensable de mettre à disposition des extincteurs et de mettre en place un protocole d'urgence en cas de détection d'un incendie.

### **Hébergement — Pièces**

Les logements doivent être conformes aux exigences en matière de santé, de sûreté et de sécurité des personnes, et tenir compte du contexte culturel local.

Il convient de prendre en compte les exigences suivantes lors de la conception de l'hébergement :

- Dans la mesure du possible, l'aménagement/l'équipement de la chambre/du dortoir doivent s'efforcer d'offrir aux ouvriers un maximum d'intimité, avec par exemple au minimum des rideaux.
- Chaque personne doit disposer d'au moins 4 m<sup>2</sup>, sans espace séparé pour les placards ou de 3 m<sup>2</sup> s'il existe un espace distinct pour les placards.
- Il convient de limiter le nombre de chambres collectives : on considère comme acceptable 2 à 8 ouvriers par chambre.
- Chaque ouvrier **DOIT** disposer d'un lit séparé.
- Les lits **DOIVENT** être séparés d'au moins 1 m.
- Les lits superposés à deux niveaux doivent être évités ; les lits superposés à trois niveaux sont interdits.
- Les ouvriers doivent disposer d'installations pour ranger leurs effets personnels.
- Les chambres doivent être suffisamment éclairées, chauffées et ventilées. Les pièces doivent si possible bénéficier d'un éclairage artificiel et d'un éclairage naturel.
- Il convient de limiter l'exposition au bruit et aux odeurs.
- Les logements doivent être séparés des locaux destinés aux animaux.
- Le personnel doit disposer d'installations sanitaires et destinées à la toilette conformément à la Directive GHS 13, Installations destinées au personnel. Des installations sanitaires, pour la toilette et pour dormir distinctes doivent être prévues pour les hommes et les femmes.

### **Gestion**

Il est conseillé au prestataire d'établir un plan de gestion du lieu d'hébergement qui aborde les points suivants :

- le code de conduite sur le lieu d'hébergement (normes de comportement de la main d'œuvre, y compris le code vestimentaire approprié et les normes d'hygiène);

- le plan d'urgence du lieu d'hébergement (incendie, urgence médicale, règles d'évacuation);
- les dispositions en matière de sécurité;
- la collaboration avec la communauté locale ;
- les mesures disciplinaires en cas de non-respect du règlement du lieu d'hébergement.

Les activités suivantes doivent être interdites:

- les jeux d'argent;
- les bagarres;
- la distribution et la consommation de drogues, d'alcool, d'armes à feu et d'armes en général;
- la prostitution et la distribution de matériel pornographique;
- la chasse, la pêche ou les rassemblements non autorisés.

### **Démantèlement**

Suite au démantèlement du lieu d'hébergement provisoire, le site doit être restitué au propriétaire ou aux autorités compétentes dans un état satisfaisant au moins identique à celui existant avant la mise en place du lieu d'hébergement.

1. Toujours porter l'EPI.



2. Pas de réunion d'information sur le site : pas de travail.



3. Il est interdit à toute personne sous l'emprise de l'alcool ou de drogues de travailler.



4. Notre site doit être bien rangé et organisé : assurez une bonne intendance.



5. Toutes les échelles et tous les échafaudages doivent disposer d'étiquettes de sécurité.



6. Toutes les excavations doivent être sécurisées/entourées de barrières.



7. Prenez note des risques, dangers, situations dangereuses : signalez-les à votre superviseur (UNOPS).

## Réunion d'information pour les Visiteurs

<b>Intitulé du projet</b>			
<b>Fournisseur</b>			
<b>Date de publication</b>		<b>Révision</b>	

- Le but de cette réunion est d'aider à prévenir les accidents et faire que votre visite se déroule dans les meilleures conditions de sécurité. De par leur nature, les chantiers sont des environnements dangereux avec des situations potentiellement risquées et des circonstances régulièrement changeantes. L'UNOPS s'applique à assurer la sécurité sur le lieu de travail, mais vous devez garantir votre sécurité personnelle sur le site.
- Aucun visiteur n'est autorisé à effectuer un travail physique, quel qu'il soit, sur le site.
- Sur le site, tous les visiteurs doivent être accompagnés par une personne pleinement habilitée en vertu de la procédure relative aux réunions d'information de l'UNOPS sur la santé et la sécurité et aux règles de sécurité propres au site.
- Sur le site, tous les visiteurs doivent porter un casque de chantier, un gilet de sécurité réfléchissant et des chaussures robustes à bout fermé. L'UNOPS fournira aux visiteurs des casques de chantier et gilets de sécurité réfléchissants. Les visiteurs peuvent porter leur propre équipement de protection à condition qu'il soit vérifié et approuvé par le représentant de l'UNOPS.
- Aucune personne étant, ou semblant être, sous l'emprise de l'alcool ou de drogues ne sera admise sur le chantier.
- Il est interdit de fumer sur le chantier en raison des risques d'incendie et pour la santé que cela représente. Il est permis de fumer uniquement dans les zones prévues à cet effet.
- L'utilisation de téléphones portables est autorisée uniquement dans la zone des bureaux du chantier.
- Des outils, matériaux, câbles ou autres peuvent se trouver sur le sol et constituer un risque de chute. D'éventuels puits, différences de niveau du sol ou passerelles suspendues représentent un risque supplémentaire. Veillez à regarder où vous marchez afin d'éviter une chute.
- Il se peut que des ouvriers travaillent juste au-dessus de vous ; des échafaudages, coffrages ou autres équipements et matériels peuvent en outre se situer à hauteur de tête. Prenez garde aux éventuels obstacles aériens et surveillez toujours les activités effectuées au-dessus de vous.
- Des véhicules et engins lourds peuvent être utilisés sur le site. Veillez à tout moment à rester en dehors du périmètre de fonctionnement des engins lourds. Ne marchez ou ne restez jamais en dessous d'une charge levée par une grue. Ne restez pas derrière des véhicules en fonctionnement ; n'oubliez pas : si vous ne pouvez pas voir le conducteur du véhicule, lui non plus ne peut pas vous voir.
- Énumérez et identifiez les importants dangers actuels sur le site nécessitant l'attention du visiteur : [ .....]
- Précisez les procédures d'urgence et d'évacuation du site du projet telles que détaillées dans le formulaire HS02.



- Tous les visiteurs sont tenus de se conformer aux instructions et indications du superviseur désigné de la visite concernant les questions de santé et de sécurité.

# Inspections obligatoires en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale

## Introduction

La présente directive vise à aider les responsables d'installations ou d'opérations de l'UNOPS à réaliser des inspections de la gestion de la santé et la sécurité ainsi que de la gestion sociale et environnementale, à repérer les risques et dangers potentiels, et à mettre en œuvre des mesures de prévention s'inscrivant dans la logique d'une chaîne de valeur plus large dans ce domaine. De telles inspections permettent à l'UNOPS d'éviter les blessures et maladies professionnelles en repérant les situations et les gestes dangereux, les cas où aucune mesure de réduction des risques n'a été prise, ou ceux dans lesquels les mesures en place ne sont pas suffisamment efficaces. Pour être utile, le processus de repérage des risques doit donner lieu à la prise de mesures pour y remédier. De ce fait, une partie essentielle du processus d'inspection consiste à veiller à la bonne mise en œuvre des mesures de prévention, de façon à réduire efficacement les risques liés aux situations ou aux gestes dangereux repérés, afin de protéger les personnes et l'environnement ainsi que d'éviter tout dommage matériel.

## 1. Qui réalise les inspections ?

**1.1. Projets :** sur les lieux de mise en œuvre de projets, les gestionnaires de projet sont responsables de garantir la réalisation des inspections et l'efficacité des mesures de prévention qui en résultent. Le personnel de l'UNOPS et les entrepreneurs (qui accomplissent ou supervisent les travaux) effectuent les inspections. Chaque inspection doit, de préférence, être réalisée par au moins deux personnes. Les inspections peuvent être réalisées par des superviseur-e-s, des spécialistes (ingénieur-e-s, professionnel-le-s en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale), des représentant-e-s du personnel en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale, des gestionnaires de projet et d'autres gestionnaires. Il est fortement recommandé d'inclure des gestionnaires dans le processus d'inspection à intervalles réguliers. Cela ne signifie pas que les équipes doivent toujours être prévenues en amont d'une inspection de leur lieu de travail, mais plutôt qu'il convient d'élaborer un plan prévoyant des inspections à une fréquence prédéterminée. Il peut être judicieux d'annoncer certaines inspections afin que le personnel puisse prendre des mesures pour réduire les risques identifiés, et de réaliser d'autres inspections non signalées à l'avance afin d'observer les conditions de travail lorsque le personnel n'attend aucune visite. Les inspections réalisées par des entrepreneurs doivent être validées par le personnel de l'UNOPS et couvrir les principaux éléments mis en évidence dans le [formulaire d'inspection des lieux de travail en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale \(HSE05\)](#). Les projets de lutte antimines doivent respecter les exigences en matière d'assurance de la qualité énoncées dans les normes nationales et internationales relatives à la lutte antimines.

**1.2. Bureaux :** en ce qui concerne les bureaux, les coordonnateur·rice·s en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale à l'échelle nationale (ou toute autre personne du bureau local désignée par les coordonnateur·rice·s) sont responsables de réaliser les inspections, de

repérer les dangers et les risques ainsi que d'élaborer des mesures de prévention à l'aide du [formulaire d'inspection des bureaux en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale \(HSE06\)](#). Comme pour les lieux de mise en œuvre de projets, il est recommandé que les inspections de bureaux et d'installations soient réalisées par au moins deux personnes.

## 2. Quels lieux de travail doivent faire l'objet d'inspections ?

La norme ISO 45001 définit le lieu de travail comme un « lieu sous le contrôle de l'organisme où une personne doit se trouver ou se rendre pour son travail ». Cela signifie que l'UNOPS doit respecter les exigences en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale dans toutes ses installations, notamment ses bureaux, entrepôts, logements et lieux de mise en œuvre de projets. Même si l'UNOPS confie la gestion quotidienne de certains lieux à des entrepreneurs pour la réalisation de travaux, ils restent des lieux de travail de l'UNOPS du point de vue de la santé et de la sécurité ainsi que de la gestion sociale et environnementale, car ces entrepreneurs exécutent une mission pour le compte de l'UNOPS. Par conséquent, tout lieu d'hébergement, de stockage, de transformation de matières premières ou de traitement de déchets utilisé par l'UNOPS ou des entrepreneurs dans le seul but de soutenir des activités ou projets de l'UNOPS doit respecter les exigences de l'organisation en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale. Ces exigences s'appliquent également lorsque l'UNOPS supervise les travaux d'un entrepreneur pour le compte d'un partenaire.

Les équipes de projet doivent définir une méthode permettant de déterminer les lieux de travail à inspecter en fonction de la nature du projet et du contexte. Par exemple, sur une conduite d'égout de 600 mètres de long, il peut être préférable de réaliser une inspection globale plutôt que des inspections distinctes aux sept points d'inspection répartis le long de la conduite. À l'inverse, concernant une route longue de 45 kilomètres divisée en trois lots de 15 kilomètres attribués à trois entrepreneurs distincts, il peut être préférable de réaliser trois inspections distinctes. S'il s'agit d'un projet de gestion d'un camp, il peut être préférable de réaliser trois inspections, portant respectivement sur le travail de nettoyage des bureaux des Nations Unies, les activités dans la zone d'hébergement et les zones de manipulation et d'enfouissement des déchets.

Si le choix du nombre de lieux de travail ou d'activités devant faire l'objet d'inspections est à la discrétion des gestionnaires de projet, il leur est fortement recommandé d'élaborer un plan d'inspection pour chaque projet, indiquant les lieux de travail concernés et la fréquence des inspections, en gardant à l'esprit que l'objet des inspections est de garantir la mise en œuvre et l'efficacité des mesures de réduction des risques en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale.

De manière générale, chaque lieu de mise en œuvre doit faire l'objet d'au moins une inspection par semaine. Toutefois, lorsque le niveau de risque est faible, il est possible d'obtenir une autorisation écrite de l'équipe du siège responsable des questions de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale afin de réduire la fréquence des inspections. Toute demande peut être transmise à [hse@unops.org](mailto:hse@unops.org). Veuillez noter que la réalisation d'une inspection hebdomadaire est une exigence minimale. Les équipes responsables de projets présentant un niveau de risque élevé doivent prévoir un plan d'inspection et de supervision adapté pour les tâches les plus dangereuses, et ne pas se limiter à l'exigence minimale d'une inspection hebdomadaire. Les inspections (ou processus d'assurance de la

qualité) des projets de lutte antimines doivent respecter les exigences énoncées dans les normes nationales et internationales relatives à la lutte antimines.

Les inspections de bureaux de l'UNOPS doivent porter sur l'ensemble des espaces, installations, logements, entrepôts et autres lieux directement associés au travail de l'UNOPS. Si certaines installations sont trop éloignées les unes des autres pour être inspectées au même moment, par exemple si un bureau possède des locaux dans plusieurs villes, des inspections supplémentaires peuvent être organisées.

### 3. Fréquence des inspections

À minima, tous les lieux sous le contrôle de l'UNOPS ou d'entrepreneurs et relevant d'un projet de l'UNOPS doivent faire l'objet d'au moins une inspection formelle par semaine. Les projets de lutte antimines doivent respecter les exigences fixées par les normes nationales et internationales en matière de lutte antimines en ce qui concerne la fréquence des inspections et l'assurance de la qualité. Les bureaux de l'UNOPS doivent faire l'objet d'au moins une inspection tous les six mois. Toutefois, il est recommandé que les bureaux mettent en place des programmes d'inspection mensuelle ou trimestrielle de tous leurs locaux.

La fréquence des inspections formelles doit être augmentée dans les lieux de mise en œuvre de projets ou les bureaux qui présentent un niveau de risque élevé. Une inspection formelle est une inspection documentée au moyen du formulaire HSE05 ou HSE06, selon le cas, ou de formulaires similaires ayant été approuvés par un ou une spécialiste technique de l'UNOPS (s'il s'agit d'un projet) ou une personne de l'équipe du siège spécialisée dans les questions de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale (s'il s'agit de bureaux).

### 4. Vérification et mise en œuvre des mesures de prévention

La responsabilité de la vérification des résultats des inspections incombe aux gestionnaires de projet, qui doivent s'assurer que des inspections sont réalisées et que les mesures de prévention recommandées à l'issue de ces inspections ont été mises en œuvre et ont eu l'effet escompté.

Il est important de vérifier que des mesures efficaces ont été mises en œuvre pour réduire les risques constatés lors des inspections. Les gestionnaires de projet peuvent vérifier les résultats des inspections en se rendant sur place ou en examinant des photographies, des vidéos ou d'autres ressources montrant les mesures mises en œuvre pour réduire les risques constatés. En cas d'indisponibilité, les gestionnaires de projet peuvent également déléguer une partie de ce travail de vérification à leur adjoint·e ou à un·e autre responsable du projet. En revanche, les gestionnaires de projet doivent absolument montrer l'exemple en s'impliquant de façon directe dans la résolution des problèmes majeurs en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale.



Les conclusions et recommandations issues d'une inspection doivent être traitées en fonction du niveau de risque de façon à ce que les risques les plus importants soient traités en priorité. Les gestionnaires de projet doivent informer leur superviseur·e dans le pays et la direction du projet (s'il s'agit de personnes différentes) de tout risque important qui ne peut être traité immédiatement. Leur superviseur·e ou la

direction les aidera à trouver un moyen de réduire rapidement et efficacement le risque de mort ou de blessures graves.

Une personne responsable et une date de résolution doivent être associées à chaque résultat d'inspection nécessitant une intervention. Dans l'exemple ci-dessous, la constatation d'un risque important a conduit à l'arrêt des travaux et à la mise en œuvre de mesures pour y remédier le jour même, avant que les travaux ne puissent reprendre.

En ce qui concerne les projets de lutte antimines, les mesures de réduction des risques doivent être mises en œuvre conformément aux exigences des normes nationales et internationales en matière de lutte antimines. À la suite d'un processus d'assurance de la qualité, la personne responsable des opérations (ou équivalent) doit s'assurer que des mesures efficaces de réduction des risques sont mises en œuvre.

**Exemple : Rapport d'inspection en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale – lieu de mise en œuvre (HSE05)**

* Priorité : (A1) – Immédiatement (A2) – Dans les 24 heures (B3) – Dans les 3 jours (C) – Autre (veuillez préciser)				
Catégorie	✓	Observations – ajoutez des rangées si nécessaire	Responsable	Date de clôture
<b>3. Travaux en hauteur</b>	✓			
Échafaudages (fondation, contreventements, accès, rampes, plinthes, marquage) Plateformes mobiles, échelles (verrouillage, sécurisation, marquage) Protection contre les chutes (protection des arêtes en place, systèmes antichute, ouvertures clôturées ou couvertes)		 <p><b>A1 – Protection contre les chutes inexistante/inadéquate</b></p> <p><b>Mesures de prévention :</b> arrêt immédiat des travaux. Installation de protections aux arêtes, mise en place d'un système antichute, clôture ou couverture des ouvertures, et formation du personnel au travail en hauteur.</p>	John Doe 20/01/2020	20/01/2020 Installation de protections aux arêtes, formation du personnel et fourniture de harnais de sécurité. 
<b>Nom/signature de la personne chargée de l'inspection :</b>		Jane Doe		
<b>Approuvé par le ou la gestionnaire de projet :</b>		John Smith	<b>Date</b>	20/01/2020

**Les mesures de prévention résultant d'inspections obligatoires sont considérées comme approuvées et mises en œuvre** dans les situations suivantes :

- le ou la gestionnaire de projet confirme que les problèmes mis en évidence lors de l'inspection d'un lieu donné sont résolus ;
- le ou la gestionnaire de projet a transmis les rapports d'inspection à sa direction, et la mise en œuvre des mesures suggérées par la direction a débuté ; ou
- des inspections formelles en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale ont été réalisées et aucun danger ou risque n'a été repéré. Dans ce cas de figure, le système doit prendre en considération ces inspections.

## 5. Système de gestion à l'échelle nationale

Il est nécessaire de mettre en place à l'échelle nationale un système de gestion des recommandations et des mesures de prévention résultant d'inspections. Ce système a pour but de garantir que les situations ou gestes dangereux sont gérés dans les meilleurs délais avant qu'ils n'entraînent des blessures ou des maladies. Les membres du personnel sont encouragés à signaler immédiatement aux gestionnaires de projet les éléments de rapports d'inspection qu'ils sont incapables de traiter. De la même manière, les gestionnaires de projet doivent signaler toute difficulté à leurs supérieur·e·s afin que chaque élément soit examiné rapidement et avec tout le soin nécessaire. Veuillez noter que chaque système de gestion doit être adapté au contexte et aux besoins du pays concerné.

La production d'informations relatives au type et à la nature des éléments à haut risque nécessitant l'intervention de responsables de haut niveau, ainsi qu'au suivi des mesures mises en œuvre pour y remédier, est précieuse pour les études et analyses menées à l'intérieur des pays. Les bureaux de pays ont également intérêt à exploiter les données des rapports mensuels présentées dans le tableau de bord de l'organisation en matière de santé et de sécurité ainsi que de gestion sociale et environnementale. Il est recommandé de consigner les éléments à haut risque nécessitant l'intervention de responsables de haut niveau dans le compte-rendu des problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre des projets.